

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DU CONGO**



 Ref. Ares(2009)288656 - 21/10/2009

**DELEGATION DE LA COMMISSION  
EUROPEENNE**



# **RAPPORT ANNUEL CONJOINT**

**RDC**

**2008**

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>La performance du pays.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1</b>	<b>Mise à jour de la situation politique et de la gouvernance politique.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2</b>	<b>Mise à jour de la situation économique et de la gouvernance économique.....</b>	<b>8</b>
<b>1.3</b>	<b>Mise à jour de la situation de la pauvreté et de la situation sociale.....</b>	<b>9</b>
<b>1.4</b>	<b>Mise à jour de la situation environnementale.....</b>	<b>11</b>
<b>2.</b>	<b>Revue de la coopération passée et présente.....</b>	<b>11</b>
<b>2.1</b>	<b>Rapport sur les performances financières du 10e FED (DSP signé en octobre).....</b>	<b>11</b>
<b>2.2</b>	<b>Rapport sur l'appui budgétaire général et sectoriel.....</b>	<b>12</b>
<b>2.3</b>	<b>FED: les projets et programmes dans les domaines focaux et non-focaux.....</b>	<b>12</b>
<b>2.3.1.</b>	<b>Secteur 1 : Infrastructures et transports.....</b>	<b>13</b>
<b>2.3.2.</b>	<b>Secteur 2 : La santé.....</b>	<b>13</b>
<b>2.3.3.</b>	<b>Secteur 3 : Appui institutionnel à la transition démocratique.....</b>	<b>14</b>
<b>2.3.4.</b>	<b>Les résultats de développement obtenus par les projets/programmes .....</b>	<b>16</b>
<b>2.4</b>	<b>Autres instruments de coopération.....</b>	<b>17</b>
<b>2.4.1.</b>	<b>Aide humanitaire.....</b>	<b>17</b>
<b>2.4.2.</b>	<b>Lignes budgétaires.....</b>	<b>17</b>
<b>2.4.3.</b>	<b>Instrument de stabilité.....</b>	<b>18</b>
<b>2.4.4.</b>	<b>PESC – JDC: les missions PESD.....</b>	<b>19</b>
<b>2.4.5.</b>	<b>Banque européenne d'investissement (BEI).....</b>	<b>19</b>
<b>2.5</b>	<b>Politique de cohérence pour le développement – PCD.....</b>	<b>19</b>
<b>2.6</b>	<b>Dialogue avec le Parlement, les autorités locales et les ANE.....</b>	<b>21</b>
<b>2.7</b>	<b>L'efficacité de l'aide.....</b>	<b>21</b>
<b>3.</b>	<b>Liste des annexes au RAC<sup>1</sup>.....</b>	<b>23</b>

---

<sup>1</sup> Dans la mesure du possible ces annexes devraient également être préparées pour les micro-Etats du Pacifique. Il faudrait au moins faire le bilan des données collectées et disponibles au niveau national ou supranational / régional au niveau macro-économique et des indicateurs OMD qui sont nécessaires pour étayer la description des derniers développements en matière économique, sociale et de pauvreté repris dans le résumé.

## ACRONYMES

ACP	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
ANSSAC	Agence nationale de surveillance de la sécurité de l'aviation civile
ANE	Acteur non étatique
APE	Accord de Partenariat Economique
BCC	Banque Centrale du Congo
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BM	Banque Mondiale
CCM RDC	Comité National de Coordination du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CIRAD	Le Centre de recherches agronomiques pour le pays en développement
CIRGL	Conférence Internationale pour la région des Grands Lacs
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
CPI	Cour Pénale Internationale
COFED	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED
DCE	Délégation de la Commission Européenne
DP	Devis Programme
DSCR	Document de stratégie pour croissance et la réduction de pauvreté
DVDA	Division des voies de dessertes agricoles
ECHO	Office d'Aide Humanitaire
EUPOL	Mission de Police de l'Union Européenne en RDC
EUP	Entité d'Utilité Publique
EUSEC	EU security sector reform mission in the Democratic Republic of the Congo
EM	Etats Membres
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FASS	Fonds d'Achats de Services de Santé
FDSS	Fonds de Développement du Système de Santé
FC	Franc Congolais
FED	Fonds Européen de Développement
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FMI	Fonds Monétaire International
FRPC	Fonds pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
LRA	Lord's Resistance Army
LRRD	Linking Relief, Rehabilitation and Development
M€	Millions d'Euros
MONUC	Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MSP	Ministère de Santé Publique
OHADA	L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIM	Organisation Internationale pour les migrations
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ON	Ordonnateur National du FED
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OR	Office des Routes
OVD	Office des voiries et drainage
PS9FED	Programme Santé en RDC 9ème FED
PADER	Programme d'Appui au Développement Economique et à l'Intégration

	Régionale
PAG	Programme d'Appui à la Gouvernance
PAR	Programme d'Appui à la Réhabilitation
PAUK	Programme d'assainissement urbain de Kinshasa
PCD	Politique de cohérence pour le développement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PIB	Produit Intérieur Brut
PIN	Programme Indicatif National
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
RDC	République Démocratique du Congo
REGIDESO	Régie de Distribution d'eau de la RDC
REJUSCO	Projet de Restauration de Justice à l'Est de la RDC
RSUE	Représentant Spécial de l'Union Européenne pour la région des Grands Lacs
UE	Union Européenne
UEP	Unités d'Exécution de Projet
UNIFEM	United Nations Development Fund for Women
USD	Dollars américains

## **Résumé, reprenant les principales conclusions et recommandations**

Le pays connaît toujours une crise économique, sociale et politique aggravée par la chute, sur les marchés mondiaux, des prix de ses principaux produits d'exportation. La persistance d'une situation d'instabilité à l'Est du pays est aussi un facteur contraignant. Tout ceci a inévitablement des répercussions sur le fonctionnement de l'Etat et sur la mise en œuvre de la coopération. La faiblesse de l'Etat se traduit par l'absence de véritables politiques sectorielles et des capacités de mise en œuvre et d'absorption de l'aide extérieure limitées. C'est dans ce contexte que l'OCDE reconnaît, dans son enquête sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris conclue dans le premier trimestre 2008, que la RDC est un Etat fragile. Les services de la Commission ont pris acte de la situation et la RDC figure désormais dans la liste des "pays fragiles" bénéficiant ainsi de certaines facilités procédurales pour la mise en œuvre des interventions de coopération.

L'atteinte des objectifs du millénaire de développement pour 2015 par la RDC sera pratiquement impossible et elle ira au-delà du terme globalement fixé pour tous les pays signataires. Néanmoins, il faut noter que des mesures très appréciables ont été prises notamment en matière d'appropriation, de coordination et d'alignement.

Le Gouvernement a annoncé, lors du CG de Décembre 2007 en Paris, le lancement des structures de coordination thématique (15 groupes thématiques) qui commencent lentement à œuvrer, bien qu'avec des rythmes différents par secteur. A cet effet, la Commission a financé dans le premier trimestre de 2008, une mission d'expert pour appuyer le ministère du Plan à développer une stratégie de communication et une newsletter sur ses progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration.

La RDC a co-présidé la table ronde sur les Etats fragiles de la Conférence d'Accra de septembre 2009. Ils subsistent encore des défis importants au niveau de l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Du point de vue de l'harmonisation, le faible développement des approches programmes empêche le gouvernement d'exercer le leadership. Enfin, en dépit des efforts pour améliorer les capacités statistiques du pays, il n'existe pas encore de véritable cadre d'évaluation des performances permettant d'effectuer le suivi.

Des Unités d'Exécution de Projet (UEP) existent, financées par la CE, en raison de ce qui précède et de la faiblesse de l'administration congolaise. Il est irréaliste de voir diminuer le nombre et l'importance des UEP dans l'immédiat.

C'est également dans ce contexte que des efforts sont consentis pour renforcer l'appui apporté à l'Ordonnateur National, via sa Cellule technique, la COFED. De même une attention particulière est accordée à la concertation rapprochée avec les autres partenaires et plus particulièrement avec les Etats membres pour appliquer dans les limites du possible les recommandations de la déclaration de Paris et du code de conduite.

Les difficultés relevées se doublent d'un problème extrêmement important de logistique rendant les déplacements et le transport aléatoires et très difficiles aussi bien par route que par voie aérienne. Ceci complique fortement le suivi des projets et justifierait un renforcement des moyens alloués au monitoring.

Les problèmes de personnel internes à la délégation persistent: la section "infrastructures" qui gère le plus important portefeuille de projets est en sous effectif et, s'il se confirme, le départ annoncé de 3 agents actuellement en "dotation additionnelle" devrait encore aggraver le manque de personnel.

## **1. La performance du pays**

### **1.1 Mise à jour de la situation politique et de la gouvernance politique**

La première partie de l'année 2008 a été marquée par la mise en place des structures créées par les Actes d'engagement de Goma et le Communiqué de Nairobi de novembre 2007, tous deux destinés à traiter le problème des groupes armés congolais et étrangers. Le Programme Amani, la résultante gouvernementale des Actes de Goma, s'est organisé autour de structures complexes qui se sont révélées inefficaces dans la résolution de la crise.

Le conflit ouvert avec le CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple) a repris en août 2008, lequel sous la direction du général dissident Nkunda a annoncé des ambitions nationales. Face à l'impasse, un sommet des chefs d'Etat de la région a été organisé à Nairobi en novembre 2008, et le gouvernement a décidé d'engager un dialogue bilatéral avec le CNDP. Le sommet a institué une Facilitation internationale en la personne du Président Obasanjo et du Président Mkapa, destinée à assurer la médiation entre les parties.

Pendant ce temps, le Chef de l'Etat a multiplié les rencontres avec ses voisins et les pays occidentaux afin de trouver une solution au problème CNDP. A la fin de l'année, le 5 décembre, un accord entre la RDC et le Rwanda a été trouvé sur la neutralisation des FDLR, les rebelles hutus rwandais présents à l'Est, et du CNDP.

La démission du 1<sup>er</sup> Ministre, M. Antoine Gizenga, s'est traduite par la nomination du nouveau premier Ministre, M. Alphonse Muzito, suivie de la constitution d'un gouvernement dit « de combat et de reconstruction » le 27 octobre 2008. Le nouveau gouvernement constitué a créé trois postes de vice Premiers ministres et établi des changements notoires dans le domaine sécuritaire. Il faut noter que le poste de Ministre des Finances, Ordonnateur national du FED, reste toujours occupé par M. Matenda Kyelu.

Bien que l'activité parlementaire ait été assez intense lors des sessions qui ont émaillé l'année 2008, on note quelques faiblesses dans le contrôle parlementaire sur l'action gouvernementale. Cela se doit notamment au fait que la plupart des partis politiques du pays ont des capacités limitées pour promouvoir de manière systématique une action cohérente et exhaustive en la matière.

Sur le plan sécuritaire, le gouvernement s'emploie toujours à consolider la paix, son objectif restant d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national. La situation dans certaines provinces demeure malheureusement encore instable, notamment eu égard à l'environnement sous-régional. C'est ainsi que des phénomènes comme la présence de groupes armés étrangers, la prolifération accrue des armes légères et la formation des milices liées à l'exploitation illégale de ressources naturelles ont considérablement perturbé l'action du gouvernement et porté des atteintes graves aux populations civiles. La restructuration des forces de défense et de sécurité est encore au début d'un chemin qui s'avère long et complexe. A la fin de la transition, le brassage des brigades des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et le processus de désarmement, démobilisation et réintégration des ex combattants sont toujours en cours.

A l'Est du pays, la persistance des actions des rebelles rwandais du FDLR et la reprise des combats le 28 août 2008 entre le groupe rebelle CNDP et les FARDC a aggravé la situation déjà précaire des populations civiles et a miné les diverses initiatives régionales et internationales visant à trouver une solution durable aux problèmes d'instabilité posés par la présence continue des groupes armés à l'Est du pays.

Dans la province orientale, et particulièrement dans le District du Haut Uélé, les incursions de la milice d'origine ougandaise, Lord's Resistance Army (LRA), qui se sont traduites par des

destructions, des pillages et des pertes en vies humaines ont jeté le trouble auprès des populations civiles.

Ailleurs dans le pays, la sécurité règne bien que l'ordre public s'en trouve parfois troublé et l'Autorité de l'Etat ne s'exerce pas toujours de manière à assurer de façon optimale le respect de l'intérêt général et la protection des biens et des personnes.

Par ailleurs, il faut noter que la résolution 1794 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a prorogé le mandat de la Monuc jusqu'au 31 décembre 2008 en lui demandant d'attacher une plus grande attention à la sécurité dans le Kivu.

D'une manière générale les préoccupations politique et sécuritaire fondamentales relevées en 2007 n'ont pas trouvées de solutions en 2008 et restent d'actualité.

Sur le plan de la justice, bien que l'indépendance du pouvoir judiciaire soit consacrée par la nouvelle Constitution, la réforme des institutions judiciaires tarde à se mettre en place et à restaurer la confiance des justiciables. En effet, malgré l'existence d'un plan opérationnel de réforme du secteur et d'un plan opérationnel pour sa mise en œuvre agréé avec la communauté internationale les ressources restent insuffisantes. Le Conseil supérieur de la magistrature, l'institution indépendante de gestion de la justice, ainsi que les nouvelles juridictions prévues dans la constitution (Cour constitutionnelle, Cour de cassation, Conseil d'Etat) ne sont pas encore mis en place. En raison d'un manque significatif des magistrats, l'accès de la population à la justice reste limité sur l'ensemble du territoire. Les statistiques indiquent des effectifs d'environ 2.150 magistrats (civils et militaires) sur l'ensemble du territoire, ce qui revient à un ratio de 1 magistrat pour 25.000 habitants.

En ce qui concerne la police, la situation est encore plus fragile dans la mesure où la réforme du secteur est toujours en attente, constituant un frein à la consolidation de l'État de droit.

Quant à la mise en place du cadre législatif de la décentralisation, la volonté de décentraliser la gestion du pays date de quelques décennies déjà. Les lois de l'époque et la Constitution de la Transition promulguée en 2003 avaient créé des entités territoriales décentralisées et fixé leurs compétences tout en limitant leur pouvoir de décision. La Constitution en vigueur, promulguée en 2006, suit une approche différente. Une des innovations majeures apportées par le Constituant du 18 février 2006 dans l'organisation et le fonctionnement de la territoriale consiste en l'institution du régionalisme politique des provinces et en la consécration constitutionnelle de la décentralisation comme mode de gestion de certaines des entités territoriales.

Le Parlement en début 2008 a adopté A) la loi portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces; B) la loi organique portant modalités d'organisation et de fonctionnement de la Conférence des Gouverneurs des provinces; C) la loi organique portant composition, organisation et fonctionnement des entités territoriales décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les provinces, toutes les trois promulgués avant la fin de l'année.

La situation des Droits de l'homme a été aggravée par la reprise des combats à l'Est, au cours du mois d'août ainsi qu'au dernier trimestre 2008. Ces derniers ont entraîné de nombreuses exactions principalement de la part d'hommes en armes, qu'ils soient issus de groupes armés nationaux ou étrangers ou des forces de l'ordre, tout comme la prédation quotidienne, menée par toutes les forces en présence, sur la population.

L'étendue des violences sexuelles commises dans les provinces ont attiré l'attention des médias, ONGs et des politiques internationaux. Ces violations de l'intégrité physique ne sont d'ailleurs pas le monopole des Kivus, mais sont perpétrées dans tout le pays. L'impunité pour ces crimes reste encore la règle ce qui interpelle la classe politique congolaise et appelle à des solutions basées sur

un engagement à court et à long terme, centrées sur l'intérêt réel des victimes et des populations cibles de ces violences.

Des atteintes aux droits civils et politiques ont été perpétrées, certaines d'entre eux menées par des agents de l'appareil de l'état. Elles ont concerné des défenseurs des droits de l'homme, des médias et/ou des journalistes. Certains politiciens, en province comme à Kinshasa ont subi des intimidations. L'accès aux centres de détention de l'Agence Nationale des Renseignements n'a pas été systématiquement autorisé au Bureau des droits de l'Homme de la Monuc qui en a pourtant, en accord avec le gouvernement, le mandat.

Les droits de l'enfant ont été abordés avec les autorités et un code de conduite a été examiné par l'Assemblée mais la politique des droits de l'enfant dépend largement et des fonds des partenaires extérieurs.

En février 2008, Mathieu Ngudjolo Chui a été arrêté par les autorités congolaise et traduit a la CPI. En avril, la CPI a lancé un mandat d'arrêt contre Bosco Ntaganda et en mai contre Jean Pierre Bemba. Les trois doivent répondre de plusieurs accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

## **1.2 Mise à jour de la situation économique et de la gouvernance économique**

L'économie congolaise a été vulnérable en 2008 aux chocs d'origine externe et interne comme la recrudescence de l'instabilité dans l'Est du pays et la crise économique internationale. La chute du PIB réel au cours des deux derniers trimestres de l'année 2008 a entraîné le pays dans une récession aggravée par l'augmentation importante de l'inflation résultant d'un financement monétaire du déficit public de près de 300 millions USD.

Le haut niveau d'inflation, qui a passé de 28% en rythme annualisé en décembre 2008 à 122% en fin mars 2009) serait dû, selon la Banque Centrale du Congo, aux répercussions néfastes des crises pétrolières et alimentaires, même si pendant la première période de l'année, la République Démocratique du Congo a bénéficié de la hausse des prix des matières premières (pétrole, cuivre, cobalt et zinc).

Sur le plan monétaire, l'année a été marquée par un accroissement important de la masse monétaire suite à l'expansion des dépôts en devises, aggravant ainsi la dollarisation de l'économie. Par ailleurs, le taux de change du franc congolais est demeuré globalement stable pendant les neuf premiers mois de l'année.

Dès la fin du mois de septembre 2008, la crise financière a frappé la République Démocratique du Congo avec un ralentissement significatif des investissements directs étrangers, de l'activité minière en lien avec la chute des cours des matières premières et la suppression de milliers d'emplois. Concernant les opérations financières du secteur public, après avoir enregistré des déficits en janvier et février, une nette amélioration a pu être observée entre mars et août, avec à partir du mois de novembre un retour des déficits du secteur public. La dépréciation du FC, qui s'est maintenu autour de 550-560 FC/USD jusqu'à octobre, a accéléré subitement depuis début novembre 2008 jusqu'au niveau de 639 FC/USD fin décembre, soit une dépréciation de presque 15% en seulement deux mois qui a entraîne une dégradation des *terms of trade*.

Les réserves internationales de la Banque Centrale du Congo sont allées en s'amenuisant au cours de cette année 2008 ne se chiffrant plus, selon la banque centrale, qu'à \$77m au mois de décembre, soit 0,46 semaines d'importations, contre \$220m en septembre.

Dans ce contexte peu favorable, le stock de la dette extérieure, évalué à USD 10,9 milliards fin 2008, a augmenté notamment en raison de l'accumulation des arriérés vis-à-vis du Club de Paris. Hormis les paiements dus à ce dernier, la République Démocratique du Congo continue à assurer

intégralement le service de la dette tel que prévu. La signature d'un programme avec le FMI nécessaire pour l'atteinte du point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE, qui signifierait l'allègement de près de 10 milliards d'USD, a pris du retard notamment à la suite du contrat de près de 9,5 milliards d'USD avec la Chine.

Face à ce cadre macro-économique, à de réformes structurelles qui restent à approfondir, notamment ayant trait à la gouvernance (finances publiques, décentralisation, justice, police, armée), ainsi que les engagements découlant pour la RDC du contrat de 9.5 milliards d'USD qu'elle a conclu avec la Chine, ont repoussé les perspective de signature d'un programme avec le FMI, nécessaire pour atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE. En effet, sans renégociation, le FMI considère ce contrat comme une « dette non-soutenable ».

Alors que les discussions avec la Chine se poursuivent, es négociations avec le FMI pour une PRGF sont également en cours pour un éventuel programme en 2010 .

L'évaluation des finances publiques selon la méthode PEFA (« *Public Expenditure and Financial Accountability* ») a été finalisé en avril 2008 et endossé par les autorités nationales qui ont commencé les travaux de rédaction d'un Plan de réforme des Finances Publiques en lien avec les principales analyses du PEFA (*crédibilité du budget limitée, couverture et transparence du budget pas adéquates, comptabilité, l'enregistrement des informations et rapports financiers qui présentent encore des lacunes*).

En tant que pays membre de l'OMC, la République Démocratique du Congo a souscrit à un niveau de libéralisation substantielle de ses échanges. Cependant le pays est encore loin de tirer profit de cette ouverture, en raison des défaillances constatées au niveau institutionnel (faiblesse des capacités de négociations, régime juridique inadapté, absence de stratégie de développement du secteur), de la faiblesse du secteur productif, des contraintes structurelles d'accès aux marchés internationaux. L'aide au commerce demeure limité. La RDC a poursuivi les négociations d'un Accord de Partenariat Economique dans la configuration Afrique Centrale. La capacité de négociation du pays a été renforcée à travers le développement du programme Hubs and Spoke sur Kinshasa et la tenue d'atelier de sensibilisation en province. Le lancement du Cadre Intégré en fin d'année accompagnée de la mission d'identification du Programme d'Appui au Développement Economique et à l'Intégration Régionale (PADER) dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED (16 millions d'euros) témoigne d'un intérêt des partenaires pour le secteur de l'aide au commerce. A cet égard, la Commission européenne, suite à une demande du Ministre du Commerce et de l'Economie, sera chef de file des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre Intégré.

### **1.3 Mise à jour de la situation de la pauvreté et de la situation sociale**

Bien que l'Etat ait déployé, avec l'aide de ses principaux partenaires, d'importants programmes de lutte contre la pauvreté, la dégradation de la situation sociale et sanitaire s'est aggravée, particulièrement dans l'Est du pays en raison des déplacements des populations obligées de fuir les conflits. La RDC est un des pays les plus frappés par la crise économique internationale du fait de sa dépendance des exports de matières premières et cette situation pourrait ultérieurement réduire l'accès aux services sociaux essentiels.

Malgré une amélioration « relative » de l'alphabétisation des adultes et de l'accès aux services de santé, la pauvreté humaine est élevée et a tendance à s'accroître. La RDC est au bas de la liste de tous les classements mondiaux récemment publiés. Elle occupe la 178<sup>ème</sup> place sur la liste des

pays à faible développement humain. Selon le rapport national RDC sur le développement humain, les indicateurs de la pauvreté sont alarmants<sup>2</sup> :

- 57% des Congolais sont privés d'accès à l'eau potable
- 58,3% sont privés d'accès aux soins de santé de base
- 3 enfants sur 10 souffrent de malnutrition
- 71% de la population vit sous le seuil de la pauvreté avec moins d'un dollar par jour
- 73% de malnutrition chronique
- Espérance de vie 43,3 ans
- 30,7% de taux de scolarisation
- Taux d'analphabétisme adultes 34%
- 5% de taux de prévalence du VIH/Sida pour la population adulte
- 8% de taux de prévalence pour les femmes enceintes

Au cours de l'année 2008, une nouvelle épidémie d'Ebola s'est déclarée dans les provinces du Kasaï occidental, Province orientale ainsi que dans la province du Katanga particulièrement dans le district de Tanganyika faisant plusieurs morts et malades recensés. Cette épidémie s'associe à plusieurs d'autres que sont, la fièvre typhoïde, le paludisme et la dysenterie.

En ce qui concerne l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, pour lesquels la RDC avait pris des engagements à l'instar d'autres pays en développement (voir le DSCR), la situation pour les principaux indicateurs se présente de la manière suivante<sup>3</sup> :

#### **Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire à tous**

Plus de 3 enfants congolais sur 10 âgés de 6 à 14 ans n'ont jamais fréquenté l'école, le taux net de scolarisation primaire est de 52%, et seul 1 enfant sur 4 entrants en 1<sup>ère</sup> année primaire achève la 5<sup>e</sup> année.

#### **Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile**

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 21,3% (Le taux de vaccination des enfants de moins d'1 an contre la rougeole est moins de 50%

#### **Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle**

Le taux de mortalité maternelle est 1.289 décès sur 100.000 naissances, soit parmi les plus élevés au monde. Le taux d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié est de 60%.

#### **Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies**

Le taux de prévalence du VIH/SIDA est estimé à 5% pour la population de 15 à 49 ans et à 8% pour les femmes enceintes de 15 à 24 ans.

Statistiquement, la pauvreté est plus élevée en milieu rural (79,5%) qu'en milieu urbain (50%) et frappe plus durement certains groupes sociaux tels que :

- les femmes dont le statut social est secondaire dans la société congolaise,
- les orphelins,
- les personnes vivant avec le VIH/SIDA qui, outre la pauvreté, sont bien souvent rejetées par la société et abandonnées,

<sup>2</sup> Rapport national (RDC) pour le Développement humain- PNUD 2008

<sup>3</sup> Source : Rapport national RDC- PNUD-2008 p42

- et les réfugiés/déplacés, dont le nombre a encore augmenté suite aux conflits armés qui ont repris à l'Est du pays. Ils se chiffrent à plus de deux millions dans le pays et se trouvent essentiellement dans les provinces de l'Est.

Du point de vue social, les accords de Mbudi signés avec les syndicats en 2004 qui prévoient, dans la fonction publique, une échelle salariale allant de 208 à 2.080 USD ne sont toujours pas appliqués par le gouvernement. Les fonctionnaires font leur apparition dans la catégorie des « ménages pauvres et fragiles »<sup>4</sup>.

La grève déclenchée par les médecins et les infirmiers s'est traduite par une situation dramatique dans les hôpitaux de plusieurs provinces du pays. Cette grève a été suivie de celle des enseignants du primaire-secondaire comme du supérieur.

Sur le plan de l'emploi, il y a eu augmentation du taux de chômage dû particulièrement à la fermeture des sociétés minières, conséquence de la crise financière.

Par rapport à l'objectif 3 des OMD, « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes », beaucoup reste à faire nonobstant le fait qu'un ministère dédié aux questions du genre ait été créé.

#### **1.4 Mise à jour de la situation environnementale**

Les défis environnementaux majeurs ont concerné la protection des ressources du pays (forêts, faune, eau). Dans ce contexte, le maintien du moratoire sur les nouvelles allocations de permis forestiers, les efforts consentis en matière de la réhabilitation des aires protégées et d'augmentation des superficies protégées de la RDC traduisant la volonté du Gouvernement de faire de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles des domaines d'action privilégiés. Les nouveaux grands projets d'infrastructures ont commencé à faire l'objet d'études d'impact détaillés (Pro routes), notamment grâce aussi au financement du FED. Les actions financées en appui à la production du charbon de bois issu des plantations sur le FED (énergies renouvelables) commencent à se diffuser et l'attention sur une meilleure régulation environnementale des industries extractives se renforce sur les financements en appui au secteur minier.

Le Gouvernement a renforcé son engagement sur la conversion des permis forestiers en réduisant de 10 millions d'hectares la superficie attribuée à l'exploitation forestière et ainsi augmentant la contribution nette de la RDC au stockage de carbone. L'accent mis aussi sur le développement du réseau d'aires protégées de la RDC (le plus important d'Afrique) peut avoir le même effet favorable en termes de contribution de la RDC à la lutte contre le changement climatique et contre l'érosion de la biodiversité planétaire. La RDC a entamé des discussions au niveau international (Conventions internationales, discussions avec les bailleurs bilatéraux) pour définir une compensation à cette bonne volonté environnementale qui permettrait de lutter efficacement contre la pauvreté tout en préservant l'énorme potentiel naturel du pays. Par ailleurs, la RDC est un pays pilote dans le cadre de l'initiative REDD (*Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation forestière*).

Le Profil Environnemental a été finalisé en 2005 et reste un bon outil d'aide à la décision mais nécessite une mise à jour à programmer en 2009.

## **2. Revue de la coopération passée et présente**

---

<sup>4</sup> Analyse participative de la pauvreté en RDC, UPPE, décembre 2005.

## 2.1 Rapport sur les performances financières du 10e FED (DSP signé en octobre)

	Allocation Indicative 10ème FED (M€)	Engagements prévus en 2008 (M€)	Engagements réalisés en 2008 (M€)	Réalisé/ prévu (%)	Déboursments réalisés en 2008 (M€)
<b>Domaine de concentration N°1 Gouvernance</b>	130	0	0	0	0
<b>Domaine de concentration N°2 Infrastructures</b>	251	0	0	0	0
<b>Domaine de concentration N°3 Santé</b>	51	0	0	0	0
<b>Appui Budgétaire Général</b>	0	0	0	0	0
<b>Domaines non focaux</b>					
<b>Environnement</b>	29	0	30	>100%	0
<b>Initiatives régionales</b>	27	0	0	0	0
<b>TCF</b>	13	0	0	0	0
<b>Reserve</b>	13	0	0	0	0
<b>Total enveloppe - A</b>	514	0	30	5,84%	
<b>Total enveloppe - B</b>	47.7	0		0	0
<b>Total 10ème FED</b>	561.7	0	30	5,34%	0

## 2.2 Rapport sur l'appui budgétaire général et sectoriel.

*Pas d'activité en 2008.* Cependant, des progrès en matière d'éligibilité à l'appui budgétaire, avec notamment la préparation du plan des réformes des finances publiques préparé sur la base de l'évaluation PEFA sont à noter.

## 2.3 FED: les projets et programmes dans les domaines focaux et non-focaux

### 2.3.1. Secteur 1 : Infrastructures et transports

#### a) Résultats

Les deux projets actifs dans le secteur des infrastructures à savoir le PAR II et le PAUK ont progressé de manière satisfaisante en 2008.

Les brigades de Mbandaka et de Bandundu désormais en possession de tout le matériel qui leur est destiné progressent dans leur tâche de réhabilitation des sections locales des routes nationales. Une proportion toujours plus grande de la population de Kinshasa est desservie en eau potable grâce au PAR II.

Consécutivement à la mobilisation des petites entreprises et ONG locales, l'assainissement des communes concernées par le PAUK s'est déjà spectaculairement amélioré.

*b) Progrès réalisés dans les activités*

En ce qui concerne le volet route du projet PAR II, l'année 2008 a été marquée par:

- la poursuite ou le démarrage des travaux de réhabilitation de routes en terre dans les provinces du Bandundu, de l'Equateur et du Kasai Occidental;
- le démarrage des premiers travaux de reconstruction de la section Lufimi-Kwango sur la RN n°1;
- la conclusion de marchés de fourniture de matériels pour équiper les brigades de l'Office des routes de Kananga au Kasai Occidental et Lisala dans l'Equateur.

Les travaux de réhabilitation-entretien sur la voirie de Kinshasa se sont par ailleurs poursuivis.

Le Volet eau du projet PAR II a enregistré un rééquipement de certaines des centrales de traitement d'eau de Kinshasa, la poursuite de la réhabilitation des réseaux secondaires et tertiaires des quartiers centraux de Kinshasa, la réalisation de forages ou de sources avec des réseaux de distribution dans les quartiers périphériques de Kinshasa.

Le projet PAUK a démarré ses activités d'assainissement urbain dès le début de l'année. Dans le domaine de l'évacuation des eaux, un important linéaire de caniveaux, canaux d'évacuation et autres ouvrages a été curé ou réparé dans les communes de Gombe et de Barumbu (ville de Kinshasa). Dans le domaine des déchets solides, les décharges sauvages qui s'étaient créées au fil du temps dans ces communes, ont été débarrassées de leurs ordures, les espaces publics des quartiers nettoyés et une collecte secondaire régulière des déchets organisée et assurée.

L'aménagement prévu d'une décharge définitive pour Kinshasa a été reporté car le terrain assigné à cet effet par la Ville fait l'objet des contestations de propriété par des tiers.

Le projet de soutien à l'amélioration de la sécurité aérienne en RDC par un appui à la création de l'Agence Nationale de Surveillance de la Sécurité Aviation Civile (ANSSAC) quant à lui n'a pu concrètement démarrer en 2009 car une des conditionnalités essentielles du projet à savoir l'adoption d'un code de l'aviation civile conforme aux normes internationales a pris du retard. Le code a été adopté début juin 2009 par le Sénat. Une fois qu'il est approuvé par l'Assemblée nationale et promulgué par le Président, la condition pour la signature du projet d'appui à l'Agence nationale d'aviation civile sera remplie.

*c) Degré d'intégration des thèmes transversaux (égalité des sexes, environnement, développement institutionnel et renforcement des capacités)*

Le PAR II associe de près tant l'Office des routes (OR), que l'Office des voiries et drainage (OVD), la Division des voies de dessertes agricoles (DVDA) et que la Régideso à l'ensemble de ses activités. Il contribue objectivement au renforcement institutionnel et des capacités de ces entités.

Une collaboration active s'est instaurée de fait avec l'Hôtel de ville de Kinshasa pour la mise en œuvre du programme PAUK. Le volet de renforcement de capacité prévu au projet est en préparation.

Par ailleurs, les impacts environnementaux sont systématiquement pris en compte dans les actions entreprises. Dans le cas du PAUK, l'objet même du projet est l'amélioration de l'environnement urbain des quartiers de Kinshasa sur lesquels il se concentre.

### **2.3.2. Secteur 2 : La santé**

#### *a) Résultats*

#### Evénements liés au projet programme santé FED 9 (PS9FED):

#### Trois faits majeurs ont marqués l'année 2008:

1. L'endossement de tous les contrats en engagements spécifiques du PS9FED avant la D+3 fixée à la date du 27/10/2008. Le taux d'engagement primaire a atteint 99,5% à la date du D+3.
2. La finalisation des tous les dossiers administratifs et techniques nécessaires à la mise en place des Etablissements à Utilité Publique (EUP), qui sont devenus effectifs avec la signature des conventions de délégation de service public par le Ministre de la Santé publique de gestion financière par le Ministre des Finances et avec la signature des documents contractuels avec la DCE, ce qui a permis notamment le recrutement des Directeurs et Responsable Financiers des EUP - Le Fonds de Développement du Système de Santé (FDSS) et les Fonds d'Achats de Services de Santé (FASS).
3. La réalisation de plusieurs missions d'expertise ponctuelle dans le cadre du projet en vue d'apporter un appui institutionnel au secteur de la santé et notamment en ce qui concerne la thématique "financement".

#### Autres événements marquants:

La dégradation des conditions sécuritaires au Nord Kivu et en Province Orientale partir du mois de juillet jusqu'au mois d'octobre 2008 s'est notamment soldée par le pillage du stock de médicaments dans le Nord Kivu par des éléments armés, lors d'une livraison à la zone de santé de Masisi.

#### *b) Progrès réalisés dans les activités*

Le pilier "fournitures en Médicaments essentiels et génériques" est un motif de satisfaction pour cette année 2008. En effet, grâce aux facilités fiscales et à la signature de contrats de fournitures de médicaments auprès des centrales de distribution régionales (CDR, ASRAMES, CADMEKO et CADIMEK) sans oublier l'octroi d'un fonds de roulement à la Fedecame, il a été possible d'assurer un approvisionnement régulier des médicaments aux formations sanitaires.

Le cofinancement des programmes sociaux prioritaires constitue un autre motif de satisfaction. En effet, grâce à la signature des contrats de fournitures stocks d'urgence ainsi qu'au devis-programme N°1 FDSS/FASS (investigations des cas, sensibilisation et surveillance), il a été possible de contribuer dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola (Kasaï Occidental) et de Rougeole (Kasaï oriental).

L'assistance technique périphérique a assuré l'encadrement périphérique des zones de santé. Certaines ONGs ont réussi à développer les capacités des prestataires avec des formations courtes. D'autres ont pris l'initiative de produire des copies des instructions techniques du MSP pour les distribuer dans les formations sanitaires.

Pour assurer un meilleur suivi d'un programme si vaste, la réunion tripartite (COFED, DCE et MSP/UCN) lancée en 2007 a intensifiée ses activités en 2008.

Il faut par ailleurs signaler que 3 missions de monitoring externe ont eu lieu en 2008 avec pour objectifs respectivement : (i) réaliser l'état des lieux initial du projet, (ii) identifier les goulots

d'étranglement du projet et (iii) évaluer la composante Appui Institutionnel Central (AIC) du PS9FED.

En ce qui concerne la coordination dans la gestion des fonds pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en particulier issus du Fonds mondial (CCM RDC).

La Délégation de la Commission Européenne a assuré la 4<sup>ème</sup> vice présidence. Dans ce cadre, elle a joué un rôle prépondérant dans les discussions en vue d'un transfert des fonctions du récipiendaire principal du PNUD vers le Ministère sectoriel.

Le fonctionnement du CCM RDC a bénéficié aussi de plusieurs missions d'appui technique court terme financées par la CE, en particulier pour l'élaboration de la soumission pays au 8<sup>e</sup> round, dont le résultat concret est l'acceptation des propositions VIH et paludisme..

*c) Degré d'intégration des thèmes transversaux (égalité des sexes, environnement, développement institutionnel et renforcement des capacités)*

Le programme appuie le Ministère et contribue au renforcement institutionnel de ses structures centrales et décentralisées.

### **2.3. 3. Secteur 3 : Appui institutionnel à la transition démocratique**

#### **a) Résultats**

Suite à la signature de quatre conventions de financement - Appui à la gouvernance (volets finances publiques, gestion des ressources naturelles, justice), Appui à la CENI, Facilité de coopération technique et soutien à la réforme de la police en 2007, la mise en œuvre de ces projets a démarré au cours de 2008. La mise en œuvre des programmes dont la Convention avait déjà été signée a évolué normalement sauf en ce qui concerne le Programme d'Appui à la Gouvernance du fait que le recrutement de l'assistant technique chargé de gérer l'Unité de gestion de projet a connu un retard conséquent.

Entre temps l'exercice d'identification des projets 10<sup>e</sup> FED a commencé avec la préparation et le lancement d'un certain nombre de missions d'identification des programmes dans le domaine de la réforme de la justice et de la police, de la gouvernance économique, de la décentralisation, de l'appui au commerce, de l'appui aux parlements et de la nouvelle phase de l'appui à l'Ordonnateur National.

#### **b) Progrès réalisé dans les activités**

Concernant l'appui au processus électoral, une Convention de Contribution avec le PNUD a été signée cinq mois après la signature de la Convention de Financement, ce délai étant lié principalement aux négociations avec le PNUD sur des aspects contractuels. Le projet vise à assurer la pérennisation de l'acquis technologique et de connaissance technique des opérations préélectorales en RDC et au renforcement des capacités de la CEI/CENI. Plusieurs obstacles sont intervenus au cours de la mise en œuvre: les agents de la CEI/CENI n'ont pas été régulièrement payés par le Gouvernement; des retards ont été constatés dans les acquisitions et dans le déroulement de certaines activités; au niveau de la CEI/CENI et du PNUD l'accent a été mis sur la préparation des élections locales plutôt que sur le renforcement de capacités. En revanche, l'inventaire, le reconditionnement et la reconfiguration des kits électroniques d'enregistrement des électeurs ont pu être réalisés.

Le programme de réforme de la Police bénéficie de l'appui de deux instruments financiers différents, le 9<sup>ème</sup> FED et l'Instrument de stabilité. Ce programme couvre deux volets, d'une part l'appui à la structure de suivi et d'autre part le recensement quantitatif et qualitatif des effectifs de

la police en vue de mettre en place un système intégré de gestion des ressources humaines qui permettra d'envisager la réforme en termes de formation, d'équipement, de politique de recrutement et de mise à la retraite, de politique salariale, de réhabilitation, de logistique. La préparation et la signature d'une convention de contribution avec une organisation internationale (OIM), intervenue en décembre, était la principale activité prévue en 2008 dans le cadre de cette convention de financement.

Dans le domaine de la justice à l'Est du pays, les activités du projet REJUSCO continuent dans un contexte difficile. La mise en œuvre du DP 1 a connu des retards dans la signature/approbation du document alors que la mise en œuvre a été retardée à cause de la situation sécuritaire à l'est et il a été impossible d'organiser une troisième séance du Comité de Pilotage. Par contre, le comité technique s'est réuni plusieurs fois au cours de l'année. En raison de la complexité de l'architecture financière (intégration des 4 sources différentes de financement) et de certaines faiblesses de l'agence de mise en œuvre, des difficultés dans la gestion administrative et dans la coordination des bailleurs ont été constatées. Les principales réalisations ont été l'amélioration de la condition des détenus (fermes pénitentiaires, réhabilitation des bâtiments et appui à la greffe) et le rapprochement de la justice aux justiciables (construction des Tribunaux de la paix - Tripax, appui aux audiences foraines et aux enquêtes). Les Termes de Référence pour l'évaluation mi-parcours qui permettra d'entreprendre des mesures correctrices en 2009 ont été préparés en fin 2008.

En ce qui concerne la mise en place de l'unité gestion du programme Appui à la Gouvernance, la procédure d'Appel d'offres a fait objet d'une annulation au début 2008. Cette procédure a été relancée et le contrat de services UGPAG a pu être signé en décembre 2008. De ce fait, il peut être considéré que le programme pourra être effectivement opérationnel en janvier 2009.

Après une période transitoire qui s'est prolongée jusqu'à la fin juin 2008, le projet est entré en phase de croisière du programme à partir de juillet 2008. Il faut cependant noter que le conseiller des sections opérationnelles a démissionné en juin 2008 et que son remplacement n'était pas encore effectif à la fin du mois de décembre 2008.

#### ***2.3.4 Les résultats de développement obtenus par les projets/programmes dans les domaines hors concentration, évalués à l'aune des objectifs identifiés au niveau des projets/programmes/secteurs concernés. (max 1 page)***

Le projet « Recherche agricole et forestière » (9 ACP ZR 13) a poursuivi ses activités durant sa deuxième année de mise en œuvre et tenu son comité de pilotage en septembre 2008. Des réunions bi mensuelles ont été régulièrement tenues pour combler les retards accumulés.

Les nouveaux contrats signés dans le cadre des avenants des CF 9 ACP ZR 02 (relance agricole) et 9 ACP ZR 04 (aires protégées) sont en phase opérationnelle depuis le début de l'année 2007 et des missions de monitoring (5 et 6<sup>ème</sup>) et une évaluation ont été réalisées.

Le programme visant à assurer un passage graduel entre urgence, réhabilitation et développement (LRRD – 9 ACP ZR 17) à l'est s'est poursuivi normalement et plusieurs contrats sur engagement spécifique ont été endossés au cours de l'année. En ce qui concerne le volet infrastructure, l'enveloppe destinée au rééquipement de l'Office de Routes qui représente environ le 50% du montant disponible a fait l'objet d'un marché de fournitures qui est arrivé à sa conclusion. Les contrats seront signés au début 2009. Les interventions routières sur les axes principaux Goma-Walikale, Fizi-Minembwe et Bunia-Mahagi sont en cours sans difficultés particulières. Les activités du volet santé en exécution au Katanga entrent dans leur dernière année et le renouvellement des activités de supervision et mise en place du système d'achat de service et médicaments sera renouvelé durant le premier semestre 2009. En ce qui concerne le volet relance économique, la procédure de consultation restreinte qui a été engagée au cours du second semestre 2008 devrait aboutir à la signature de quatre contrats de subvention au cours du premier trimestre

2009. Les activités s'exécuteront en Ituri, Nord et Sud Kivu et Tanganyika avec l'objectif d'améliorer le cycle de production, la conservation, la commercialisation et la transformation des produits agricoles et d'élevage. Les volets aménagement du territoire et renforcement des capacités, initialement mis en œuvre à travers un Devis- Programme centré sur l'Ituri ont fait l'objet de deux contrats de subvention, l'un destiné à contribuer à résoudre les conflits fonciers et à renforcer l'administration du territoire de l'Ituri et l'autre qui se concrétisera par un appui aux territoires de Mwenga et Walungu au sud Kivu.

En ce qui concerne le volet environnement/forêts, les locaux de la direction générale de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ainsi que de l'école des forêts d'Afrique centrale (Eraift) ont été réhabilités. En vue de vulgariser le code forestier et de renforcer la coordination sectorielle au niveau national, la CE a financé sa traduction en 4 langues ainsi que la finalisation et la publication d'un important set de mesures d'application du Code forestier et un appui au secrétariat général du Ministère.

Le programme de renforcement des capacités des ANE a pour objectif de leur permettre de contribuer activement à la construction de la paix et la démocratie. Le projet contribue en outre au renforcement du dialogue entre les ANE, le Gouvernement et la Commission. La mise en œuvre du programme se poursuit normalement, notamment avec la signature du devis-programme de démarrage en avril. Un acquis important de l'année 2008 est constitué de la publication de la cartographie des ANE en RD Congo. Cette cartographie décrit la situation des ANE en RDC, en mettant en exergue leurs problèmes et leurs besoins. Ce document constitue également une base de référence pour les activités futures du programme.

En ce qui concerne le secteur d'éducation, la RDC participe au programme Erasmus Mundus de la CE et 4 projets dans le cadre de l'initiative Edulink sont actuellement en cours, visant notamment le renforcement des capacités des différentes universités congolaises.

## 2.4 Autres instruments de coopération

### 2.4.1. Aide humanitaire

En 2008, la Direction Générale de l'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) a engagé un partenariat avec 40 organisations dont sept sont des agences onusiennes ; deux des Organisations Internationales et trente et une Organisations Non Gouvernementales Internationales.

Le montant total alloué par ECHO en 2008 dans le cadre du Plan annuel global pour répondre aux crises humanitaires s'élevait à 44.827.755,64 € répartis selon les secteurs suivants :

Secteurs	Montant	Pourcentage
Aide Alimentaire	11 300 000,00 €	25,21%
Sécurité Alimentaire	8 793 206,00 €	19,62%
Nutrition	799 876,00 €	1,78%
Santé	9 121 059,64 €	20,35%
Wash	2 320 000,00 €	5,18%
Abris	438 000,00 €	0,98%
NFI	3 341 043,00 €	7,45%
Transport	3 348 518,00 €	7,47%
Protection	3 500 000,00 €	7,81%
Coordination	1 866 053,00 €	4,16%
<b>Total</b>	<b>44 827 755,64 €</b>	<b>100,00%</b>

Au niveau géographique, la répartition des interventions ECHO est la suivante :

Localisation	Montant	Pourcentage
Ituri	2 441 746,47 €	5,45%
Nord Kivu	21 356 267,00 €	47,64%
Sud Kivu	11 454 488,17 €	25,55%
Tanganyika	3 700 000,00 €	8,25%
Katanga	3 975 254,00 €	8,87%
Bandundu	650 000,00 €	1,45%
National	1 250 000,00 €	2,79%
<b>Total</b>	<b>44 827 755,64 €</b>	<b>100,00%</b>

A ceci s'ajoute la contribution à ECHOFlight pour un montant de 8.000.000 € ce qui permet de mobiliser trois avions répartis entre la RDC (2 avions) et le Kenya (1 avion).

#### 2.4.2. Lignes budgétaires

*Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme:*

Les activités relatives à 6 contrats signés en fin 2007 ont démarré en 2008. Certains de ces contrats arrivent à terme en début 2009. Des contrats ont été signés pour 8 microprojets locaux de l'Appel à Proposition IEDDH 2008 sur le Budget 2007 (600.000€) et pour deux microprojets multipays venant d'AIDCO au 4<sup>e</sup> trimestre 2008.

*Acteurs non Etatiques – Autorités Locales :*

Les premiers contrats sur la nouvelle ligne budgétaire Acteurs non Etatiques – Autorités Locales ont été signés et ont permis la mise en œuvre de 9 microprojets locaux totalisant 1.25M€(Budget 2007). Le démarrage est prévu en janvier 2009.

*Sécurité alimentaire :*

Suite à l'appel à propositions sur budget FSTP 2007, 7 contrats pour un montant de €1M ont été signés. Un contrat pour addendum FSTP 2008 (€6,7M) est en cours de préparation.<sup>5</sup>

#### 2.4.3. Instrument de stabilité

Au cours de l'année 2008, la subdélégation pour la mise en œuvre des programmes dans le cadre de l'Instrument de Stabilité a été accordée à la Délégation:

1. **Le programme de Soutien à la paix et stabilisation à l'Est de la RDC.** D'un montant de 10M€, ce programme comprend quatre volets:
  - a. *Promotion d'une mise en œuvre et évolution efficace du processus de paix dans les Kivus.* Dans ce cadre, un contrat de 2M€a été signé avec International Alert.
  - b. *Promotion des mesures de type "confidence building".* L'objectif global de l'action est la stabilisation de la zone frontalière du Nord Kivu qui fait partie intégrante du Parc National des Virunga. Il s'agit de contribuer au processus de paix et d'améliorer les conditions de vie des populations locales. L'objectif spécifique est de rétablir durablement la qualité des services de l'ordre dans la zone du Parc National des Virunga par une coordination

<sup>5</sup> En 2010, des montants supplémentaires de 22.6M€(enveloppe B) et 40.6 M€(Food Facility) viendront compléter l'effort communautaire en vue d'améliorer la situation de sécurité alimentaire en RDC. A ce titre, il faut également souligner que les interventions communautaires dans les domaines des transports et de santé contribuent également aux objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire.

renforcée entre les trois services (RDC, Rwanda, Ouganda) en charge des parcs frontaliers. A cet effet, un contrat de 1,65M€a été signé avec Africa Conservation Fund.

- c. *Facilitation de la reprise progressive de la fonction de maintien de l'ordre par la police civile dans le contexte post-conflit dans les Kivu.* L'objectif global est d'assurer la pérennisation de la restauration de l'autorité de l'Etat dans le respect des principes de la réforme de la police nationale. L'objectif spécifique est de renforcer les capacités de la Police Nationale Congolaise dans le Nord et le Sud Kivu afin de maintenir l'autorité de l'état, a travers d'une présence policière qui assure la protection des personnes et de biens. Pour ce faire, des contrats pour un montant de 3,2M€sont en cours de signature.
- d. *Infrastructures.* L'objectif global de ce volet est de contribuer au rétablissement de la stabilité et à la reprise de l'économie dans l'Est de la RDC en renforçant les conditions d'accès aux zones isolées pour les populations locales, pour l'administration de l'Etat et les organisations humanitaires et plus spécifiquement en réhabilitant les routes de desserte agricole. Dans ce cadre, deux contrats avec des ONG (SODERU and AVSI) pour un montant de 2,7M€ont été signés.

## **2. La mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines da la Police Nationale Congolaise.**

Quatre sous projets ont été signés dans le cadre de ce programme :

- a. Contrat de travaux pour la construction d'un bâtiment abritant les ressources humaines de la PNC ;
- b. Contrat de services pour l'assistance technique destinée au renforcement des capacités de la direction génie de la PNC ;
- c. Contrat de services pour l'assistance technique chargé du suivi au niveau de Comité de Suivi de Réforme de la Police ;
- d. Convention de financement signée en décembre 2008 avec l'OIM pour la préparation de la partie collecte des données (dite phase 1 & 2 du plan de réforme des ressources humaines de la PNC).

## **3. Appui à l'insertion sociale des familles de 12 brigades intégrées**

En juillet 2007, une convention de contribution a été signée avec l'Organisation internationale de migration, d'un montant de €3,2 millions pour contribuer a la stabilité dans l'Est à travers l'amélioration des conditions de vie des dépendants des militaires des FARDC.

L'action proposée s'est déroulé en deux temps : une première période d'évaluation des besoins du groupe ciblé sur trois mois suivie d'une période d'exécution du projet de douze mois. L'action visait l'accès aux services de santé et l'amélioration de l'habitat des dépendants des FARDC vivant dans des conditions d'extrême vulnérabilité, notamment à travers l'accès à l'eau potable. Le projet a pris fin le 9 novembre 2008 et l'OIM a soumis un rapport final de projet à la Délégation en janvier pour approbation.

### **2.4.4. PESD – JDC: les missions PESD**

Au cours de l'année 2007, le mandat d'EUPOL a connu un changement dans le sens de lui permettre de poursuivre son action sur l'ensemble du territoire. Par contre, la mission maintient ses axes d'intervention en ce qui concerne le soutien au Comité de suivi de la réforme de la police par la mise en disposition de policiers. De plus, une action de terrain est menée dans le cadre de l'appui à la police judiciaire d'une part et dans le cadre des appuis aux activités de maintien de l'ordre, d'autre part.

Les deux projets en cours au profit des dépendantes des militaires des brigades intégrées ont été menés en étroite collaboration avec la mission EUSEC. La Commission a insisté sur la participation de la mission à la discussion du CAF (cadre d'assistance au pays) et désormais la mission EUSEC co-préside avec le ministre de la défense le groupe thématique défense.

La Commission a aussi participé, en collaboration avec les missions EUSEC et EUPOL, aux travaux préparatoires de la table ronde sur la réforme du système de sécurité.

#### **2.4.5. Banque européenne d'investissement (BEI)**

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a signé en décembre 2008 deux contrats de financement avec le Gouvernement de RDC pour un montant total de 110 millions d'Euros. Ce financement est destiné au doublement de la ligne Inga – Kinshasa et à la réhabilitation de trois sous – stations électriques au Katanga.

Le financement par la BEI s'inscrit dans le cadre des programmes de financement de la Banque Mondiale dits Projet de Développement de l'électricité pour la consommation Domestique et à l'Exportation (PMEDE) et Southern Africa Power Market (SAPM). La Banque Africaine de Développement participe également au programme PMEDE qui prévoit également des travaux de réhabilitation dans les centrales hydroélectriques d'Inga 1 et Inga 2, des travaux sur le réseau de distribution intérieur de Kinshasa. Quant au projet SAPM, il a comme objectif majeur la réhabilitation de la ligne de courant continu entre Inga et Kolwezi et l'amélioration de l'infrastructure connectée à la ligne jusqu'à son interconnexion avec les marchés de la région du sud du continent, notamment la Zambie et le Zimbabwe.

### **2.5 Politique de cohérence pour le développement - PCD**

Les secteurs de concentration et hors concentration retenus dans le document stratégie pays pour le 10<sup>ème</sup> FED, signé en octobre, reprennent dans leur ensemble les priorités du Gouvernement, conformément au Document de Stratégie pour la Croissance et la réduction de la Pauvreté (DSCR) et au Plan d'Actions prioritaires approuvé lors du groupe Consultatif de 2007. La Commission a joué un rôle très actif dans la mise en œuvre des mécanismes de coordination entre les partenaires au développement et le Gouvernement décidée au cours de la même conférence, notamment en assurant la co-présidence de trois commissions.

Dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques, conformément au cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à laquelle a adhéré l'Union européenne, plusieurs avancées ont été enregistrées dans la préservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Ainsi, des fonds FED ont été affectés à l'appui à la réhabilitation de plusieurs aires protégées prioritaires et une réflexion sur la question des crédits carbone a été amorcée.

A ce sujet, la RDC a également intégré le programme CASCADE (Crédits carbone pour l'agriculture, sylviculture, conservation et action contre la déforestation) financé, entre autres, par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), et ce, en partenariat avec le Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et le *Bio Carbon Fund* de la Banque mondiale. L'objectif est la mise en place un réseau d'experts et l'évolution du cadre légal et des pratiques dans les domaines de la forêt et de la bioénergie.

Dans le cadre du plan d'action FLEGT « *Forest Law Enforcement Governance and Trade* », il doit être noté que la RDC a manifesté son intérêt à se préparer à des négociations futures en vue de l'établissement d'accords de partenariat volontaires pour lutter contre le commerce du bois illégal.

Depuis l'opération Artémis à Bunia en 2004, des efforts ont été consentis par l'UE et notamment par la Commission à la stabilisation de l'Est du pays. A ce sujet, une attention particulière a été accordée au rapprochement des aspects développement avec la question sécuritaire. Cela s'est

concrétisé par la mise en œuvre de plusieurs projets relatifs à la réforme du secteur de la sécurité couplés aux opérations de *gestion de conflits avec notamment* :

- Le lancement de nombreux programmes de stabilisation à l'est de la RDC dans le cadre de la stratégie LRRD (projets 9ACP ZR/005/05 et 17),
- Les réformes amorcées dans les secteurs de sécurité,
- La poursuite de la démobilisation des ex combattants.

En ce qui concerne les migrations, la délégation de la Commission européenne assure un suivi sur le terrain des projets financés par la ligne budgétaire centralisé AENEAS avec l'Organisation internationale des migrations d'une part et la Croix-Rouge de Belgique d'autre part.

Le gouvernement, avec l'appui de la Commission européenne, s'est quant à lui activement engagé dans les négociations devant mener à la signature des Accords de partenariat économique. A cet effet, plusieurs missions ont eu lieu dans la sous-région et des négociations directes avec l'Union européenne. Cependant, les APE ne sont pas encore signés par la RDC. Quant au processus d'adhésion de la RDC à l'initiative de l'*OHADA*, elle est toujours en cours.

La réhabilitation du transport à travers les différents programmes liés aux infrastructures s'est intensifiée avec les derniers engagements sur le 9<sup>e</sup> FED. A cet effet une convention de financement (9ACP ZR/003/06) de 22 millions d'euros relative à l'assainissement urbain de Kinshasa a été signée le 13 novembre 2007. Des efforts ont également été consenti pour l'amélioration de la sécurité aérienne avec également, la signature d'une convention de financement (9ACP ZR/004/06) de 5 millions d'euros pour renforcer les autorités congolaises chargées de l'aviation civile.

En 2007, un ministère qui a le genre dans ses attributions (Genre, famille et enfant) a été créé et un accord de partenariat a été formalisé entre l'*United Nations Development Fund for Women* (UNIFEM) et la Commission européenne, afin qu'un appui particulier soit apporté à 12 pays dont la RDC. Le but principal du programme est de s'assurer que l'égalité du genre et les droits humains des femmes sont pleinement incorporés dans le processus de développement national et dans les programmes de coopération appuyés par la Commission européenne.

Malgré sa faible densité téléphonique, la République démocratique du Congo a très rapidement intégré la norme européenne GSM et a, à l'instar d'autres pays de la région, bénéficié des économies d'échelle liées à ce standard. Celles-ci se sont caractérisées notamment par l'arrivée de deux acteurs supplémentaires dans le secteur avec un impact positif sur le jeu de la concurrence dans ce secteur.

## **2.6 Dialogue avec le Parlement, les autorités locales et les ANE**

Des réunions de travail et consultation ont été menées avec les Commissions ECOFIN du Parlement dans le cadre de la mise en place du Programme Appui Gouvernance (PAG) opérationnel en 2009. Ces mêmes Commissions ont apporté une contribution substantive et leur pleine collaboration dans le cadre de l'étude PEFA, notamment lors de séances de travail avec les experts et en participant activement aux débriefings et séances de travail avec les autorités nationales et bailleurs.

Des échanges avec les bureaux et les secrétariats des deux chambres du Parlement ont été entamés en novembre 2008 dans le cadre de l'identification du projet 10<sup>e</sup> FED d'appui aux parlements. L'objectif spécifique du projet est d'appuyer le Parlement et certaines assemblées provinciales à remplir leur fonction législative, de contrôle démocratique et de représentation. Cet objectif ne peut être poursuivi que par le renforcement du principe de la séparation des pouvoirs, ce qui permet à chacun des trois pouvoirs constitutionnels d'exercer leurs compétences en toute indépendance.

En amont, l'instrument principal de la CE pour favoriser l'indépendance et l'exercice de la fonction de contrôle du pouvoir législatif reste la poursuite du dialogue politique avec les institutions, qui permet la mise en route du projet.

Des séances d'information et d'échange avec les acteurs non étatiques, ont été organisées en mars et novembre 2008 avec la collaboration des services de l'Ordonnateur National. La Délégation organise des sessions d'information ad hoc sur les appels à propositions publié localement dans le cadre des lignes budgétaires thématiques. La rencontre de novembre 2008 avait comme objective de déterminer un cadre de référence pour garantir leur participation au dialogue dans l'identification et la formulation des programmes du 10<sup>ème</sup> FED, d'une part et dans la revue à mi-parcours, d'autre part.

## **2.7 L'efficacité de l'aide**

L'année 2007 a connu une intense activité dans le domaine de l'efficacité de l'aide, et point d'orgue a été l'organisation du Groupe Consultatif (GC) de décembre 2007 à Paris. C'est ainsi que durant les premiers 6 mois de 2008 le rythme de la coordination de la coopération entre le Gouvernement et les partenaires au développement est devenu moins intense.

Un des conclusions du GC portait sur la programmation d'une rencontre entre les Ambassadeurs et le Président en vue de sanctionner l'existence du nouveau cadre de coordination à travers des groupes thématiques. C'est dans la continuité de cette rencontre et de la participation de la RDC à la Conférence d'Accra, au cours de laquelle elle a présidé une table ronde sur la mise en œuvre du plan d'action dans les états fragiles que le gouvernement et les partenaires au développement ont agréé un "pacte de performance" pour améliorer la mise en œuvre des programmes de coopération et du plan d'action d'Accra.

Au mois de novembre 2008, le Premier Ministre A. Muzito, nouvellement en fonction, a organisé une réunion de travail avec les Ambassadeurs des partenaires au développement en vue d'échanger sur la situation de la RDC et les perspectives de la coopération. En 2008, certains des 15 groupes thématiques prévus dans la nouvelle structure de coordination ont démarré leurs activités et des progrès tangibles ont été enregistrés dans le domaine de la concertation.

A la fin de l'année 2008, une plateforme de gestion de l'aide – une base de données compilant l'ensemble des données relatives aux projets financés par les partenaires est en cours d'opérationnalisation. Cet outil devrait faciliter le travail d'analyse de la coopération internationale en RDC, notamment en vue de concrétiser l'option de division de travail entre partenaires au développement.

Du 15 au 16 juin 2009, le Gouvernement de la RDC a organisé un premier forum sur l'efficacité de l'aide pour engager le gouvernement, les partenaires au développement et les organisations de la société civile sur des mesures concrètes pour améliorer l'efficacité de l'aide (répartition et l'adéquation de l'aide, les mécanismes et instruments de mise en œuvre des programmes et l'architecture de l'aide). Le forum et a débouché sur l'"Agenda de Kinshasa", qui comporte une série d'engagements du Gouvernement dans la coordination de l'aide et des engagements des bailleurs de rendre les procédures plus efficaces et d'utiliser davantage, dans la mesure du possible, les structures nationales.

Il faut également noter que les nouveaux partenaires ne participent pas aux initiatives de coordination des bailleurs et aux initiatives liées à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et la Conférence d'Accra.

### **3. Liste des annexes au RAC<sup>6</sup>**

**Annexe I. "Country at a glance" - table of macroeconomic indicators**

**Annexe II. Rapport d'étape sur le plan d'action de la gouvernance du 10<sup>ème</sup> FED**

**Annexe III. L'efficacité de l'aide - Questionnaire sur l'Efficacité de l'Aide de l'EAMR**

**Annexe IV. Tableau des indicateurs sociaux**

**Annexe V. Forecast des lignes budgétaires**

**Annexe VI. EDF: 2009-2010 Forecast on payments of ongoing projects**

**Annexe VII. EDF Regional: 2009-2010 Forecasts of payment on ongoing projects**

---

<sup>6</sup> Dans la mesure du possible ces annexes devraient également être préparées pour les micro-Etats du Pacifique. Il faudrait au moins faire le bilan des données collectées et disponibles au niveau national ou supranational / régional au niveau macro-économique et des indicateurs OMD qui sont nécessaires pour étayer la description des derniers développements en matière économique, sociale et de pauvreté repris dans le résumé.

## ANNEXE 1

### Country at a glance

#### A. table of macroeconomic indicators

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Basic data</b>							
1	Population in millions	56,4	58	59,7	60,6	62,4	
	- annual change in %			3,6	3,0		
2a	Nominal GDP (billions of CF/US\$)			4114	5153	6671	7764
2b	Income per capita (in USD for 2000)	81.7	84.8	88.8	91.0	93.9	102.1
2c	- annual change in %			1,8	3,5		
3	Real GDP (annual change in %)			13,6	17,9	19,7	11,5
4	Gross fixed capital formation (in % of GDP)			0,8	1,3	1,6	
<b>International transactions</b>							
5	Exports of goods and services (in % of GDP)			37,8	65,4	62,1	37,9
	- of which the most important: ... (in % of GDP)						
6	Trade balance (in % of GDP)						
7	Current account balance (in % of GDP)			-2,1	-1,5	-12,3	-23,9
8	Foreign direct investment in millions \$			263	374	1713	773
9	External debt (in % of GDP)			8,1	5,7	10,8	6,1
10	Service of external debt (in % of exports of goods and non-factor services)			8,1	5,7	4	6,1
11	Gross Official reserves (in weeks of nonaid-related imports of goods and services)			1,5	1,5	0,9	2,6
<b>Government</b>							
12	Revenues (in % of GDP)			12,9	14,8	18,1	17,9
	- of which: grants (in % of GDP)			8	3,5	3,6	7,5
13	Expenditure (in % of GDP)			21,5	18,8	22,2	29
	- of which: capital expenditure (in % of GDP)				2,3	3,6	7,5
14a	Deficit (in % of GDP) including grants			1,6	2,4	8,8	19,6
14b	Deficit (in % of GDP) excluding grants			6,2	5	17,4	28,3
15	Debt (in % of GDP)						
	- of which: external (in % of total public debt)						
<b>Other</b>							
16	Consumer price (annual average change in %)			13,2	16,7	18,0	16,4
17	Interest rate (for money, annual rate in %)						
18	Effective exchange rate			11,6	2,6	0,8	
19	Unemployment (in % of labour force, ILO definition)			No data available from ILO Data Base			
20	Employment in agriculture (in % of total employment)						

Data source(s):

World Development Indicators; OECD Economic Outlook; IMF Report on 2008 Staff Monitored Programme, March 2009; Statistics from *Banque Centrale du Congo*.

## ANNEXE 2 - RAC 2008

### RAPPORT D'ETAPE SUR LE PLAN D'ACTION DE LA GOUVERNANCE DU 10<sup>EME</sup> FED

Le plan d'action de la gouvernance du 10<sup>e</sup> FED correspond aux engagements pris par le Gouvernement de la RDC dans le DSP, qui traduisent à leur tour les prévisions du "Contrat de gouvernance" adopté en février 2007 en annexe au programme du premier Gouvernement de la 3<sup>ème</sup> République.

Une évaluation du niveau et de l'étendue de la mise en œuvre du plan d'action de la gouvernance comporte la revue des développements dans chacun des secteurs concernés.

#### Le secteur de la sécurité

Le niveau d'intégration des différentes composantes du secteur (police, armée, justice) reste faible et l'instrument devant créer des liens, la loi organique définissant le rôle et la mission des institutions impliquées dans le secteur, demeure une prévision constitutionnelle.

La Commission permanente défense et sécurité a été mise en place au sein du Parlement et elle a établi des contacts avec les partenaires. D'autre part, ni le Conseil supérieur de la police ni l'Inspection générale des services n'ont été créés.

##### **Reforme de la police**

Plusieurs avancements sont à enregistrer dans le cadre de la réforme de la police. Le Comité de suivi de la réforme est opérationnel depuis 2007 et la mise en œuvre de ses recommandations se poursuit. Le recensement des effectifs est en cours bien que non complété, ainsi que le développement d'un fichier de gestion des salaires et le lancement d'un programme de formation.

D'autre part, des retards doivent être signalés au niveau de l'adoption de la loi organique sur la police, de la mise en place d'un système transparent de gestion du budget alloué à la police ainsi que de la mise en place d'un système d'approvisionnement en équipements. L'on peut également remarquer que la capacité opérationnelle de la police dans les grands centres urbains demeure limitée.

##### **Réforme de l'armée**

Des avancements sont présents dans le cadre de la réforme de l'armée, en mesure moindre que pour la police. La réorganisation du ministère de la Défense a été entamée, la restructuration de la chaîne des paiements est en cours ainsi que le développement d'un fichier de gestion des salaires. Des activités de formation des magistrats militaires et des avocats au droit international et congolais se poursuivent, aussi que le plan de destruction des armes légères et des munitions non utilisables.

De l'autre côté, le comité de suivi de la réforme de l'armée n'a toujours pas été mis en place et le recensement des effectifs a été limité aux seules brigades intégrées. Et le ministre n'a toujours pas validé le Plan d'action de la réforme.

##### **Réforme du système judiciaire**

Dans le cadre de la réforme du système judiciaire, l'on observe un plus lent avancement vers la réalisation des engagements. Les procédures disciplinaires et le code déontologique pour le CSM (Conseil Supérieur de la Magistrature) sont toujours en cours d'élaboration, de même que les procédures d'embauche des magistrats. Le programme de formation pour le personnel judiciaire et les magistrats est également en cours d'élaboration. Le lancement de l'état des

lieux des prisons et des lieux de détention et leur réhabilitation concerne à ce stade uniquement l'Est de la RDC, comme le déploiement des cours mobiles dans les zones démunies.

D'autres activités prévues n'ont pas démarré, tel que le recensement du personnel du secteur de la justice, l'évaluation institutionnelle de la Commission Permanente de Réforme du Droit Congolais et la création des Hautes juridictions - Cour Constitutionnelle, Cour de Cassation et Conseil d'Etat. En fait, pour que les hautes juridictions soient créées et opérationnelles il faut encore que les lois les établissant soient promulguées, alors que le parcours législatif de ces textes n'est pas achevé au Parlement. Pour ce qui est de la Commission nationale des droits de l'Homme, bien qu'elle existe formellement et que sa composition ait été établie par décret, elle n'est toujours pas opérationnelle. Un modèle de procédure de gestion des procès n'a pas été adopté et un système d'information légale pour la collecte des données n'a pas été établi à ce stade. Une gestion transparente du budget alloué au secteur de la justice est toujours à mettre en place, tel qu'un programme d'assistance gratuite pour les indigents.

## **Transparence et efficacité dans la gestion des finances publiques**

### **Augmentation des revenus et réforme de la procédure budgétaire**

Plusieurs actions prévues dans le plan d'action sont en cours. La réforme des douanes a été initiée, incluant une série d'activités: la mise en place du CTC, l'informatisation des services, le renforcement des capacités de l'OMD. Le travail est également en cours au niveau de l'augmentation des revenus fiscaux, notamment miniers, et de la mise en place d'un système de suivi des dépenses. Un plan d'action triennal est en voie d'élaboration, devant améliorer la préparation, l'exécution et le contrôle du budget. Un fichier global des salaires est en préparation et le travail destiné à assurer le respect du cycle budgétaire est en cours. Quatre DSRP provinciaux sont en voie d'adoption, alors que des retards sont à signaler au niveau du code de la douane, dont la promulgation était prévue en 2008 et dont l'élaboration est toujours en cours.

Par contre, l'extension envisagée de la base d'imposition, en cohérence avec le programme soutenu par les institutions de Bretton Woods, n'est pas encore une réalité. La prise en compte dans les budgets annuels d'objectifs quantifiés en faveur des pauvres est partiellement en cours mais le budget d'investissement pâtit de la faiblesse des crédits, ce qui laisse une marge de manœuvre réduite pour la conduite de politiques sectorielles.

### **Contrôle des dépenses publiques**

Des accomplissements sont à signaler, à commencer par la rédaction et la publication de l'audit de la Banque centrale en 2008 et l'étude de la Cour des Comptes sur l'exécution budgétaire biannuelle. Un projet de loi organique est en préparation sur l'adoption d'un système PFM harmonisé en continuité du plan de réforme triennal. Une revue des dépenses publiques dans des secteurs clés a été entamée. Concernant les plans de réforme des finances publiques, un plan d'action 2009-2014 incluant des mécanismes de travail interministériel ainsi que les besoins en termes de renforcement des capacités des institutions de contrôle a été mis au point, bien qu'il n'ait pas encore été validé par le Gouvernement. L'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption est en cours, ainsi que les activités de renforcement des capacités de contrôle et de lutte contre la corruption des institutions gouvernementales et non gouvernementales.

Plusieurs actions n'ont pas démarré. Il s'agit notamment de la mise en place et de l'amélioration de la chaîne des dépenses publiques, de la révision du suivi des dépenses et du système de rapportage, de l'opérationnalisation d'un système de contrôle de la corruption, de l'adoption de la loi sur la passation des marchés. Il s'agit également du début des enquêtes de suivi des dépenses publiques dans les secteurs, de l'examen par le Gouvernement des rapports

trimestriels sur l'exécution du budget ainsi que de la formation des journalistes, des élus et des représentants des ANE sur les fonctions de supervision. Des organismes n'ont pas été mis en place: il s'agit notamment du système pour le contrôle des affaires de corruption et de la commission anti-blanchiment d'argent. Pareillement, les investigations et les poursuites contre des personnes et entités impliquées dans des cas graves de corruption n'ont pas été lancées.

### **La gestion des ressources naturelles**

Le secteur des ressources naturelles montre un certain dynamisme et un meilleur alignement entre la planification des actions et leur mise en œuvre.

Les décrets de mise en œuvre du code forestier ont été adoptés et une nouvelle loi sur la conservation de la nature, préparée avec une approche participative, est en vigueur. La revue des concessions forestières légales est achevée et les concessions illégales sont en train d'être reprises. Le ministère des Forêts est assisté par une tierce partie dans la détection des exploitations illégales, le renforcement de la loi et de la transparence. La relecture des concessions forestières a été terminée et publiée. Les nouvelles concessions forestières sont conformes au code forestier et une tierce partie assiste les autorités dans l'observation forestière.

En même temps, pour les nouvelles concessions, le plan triennal et zonal n'a pas été adopté comme il était prévu.

Le code minier est appliqué, avec le corollaire de la publication des éléments clés et de l'analyse des accords de partenariat qui existent dans le secteur des mines. Une liste a été établie sur les accords miniers défavorables, et publiée en mai 2008. Concernant l'EITI (Extractive industry transparency initiative) un plan d'action a été adopté, qui a ensuite été revu et simplifié et qui a permis la mise en place d'un secrétariat, mais dont l'exécution n'a toujours pas débuté. Le plan de restructuration de la Gécamines est en cours de préparation, comme celui des autres entreprises publiques œuvrant dans le secteur des mines. Le travail pour que le processus de Kimberly soit mis en œuvre par la RDC est également en cours.

D'autre part, ni un mécanisme de certification effective pour les ressources naturelles, ni des procédures transparentes pour la disposition d'une nouvelle réglementation minière relative à l'exploration et à la production, n'ont été adoptés. Des activités de renforcement des capacités n'ont pas été entamées pour les services en charge du contrôle du secteur minier. Le cadastre minier n'est toujours pas géré par des institutions spécialisées et des inspections minières ne sont pas effectuées.

### **Réforme de l'administration publique**

#### **Réforme de l'administration publique**

Il s'agit probablement de la réforme qui enregistre les plus grands retards.

Parmi les avancements, l'on peut inscrire le recensement de la fonction publique, qui est en cours malgré de nombreuses difficultés, et l'étude analytique réalisée sur la structure de la paie. La révision de la loi de l'administration publique se poursuit sans être achevée, comme l'élaboration des avant-projets d'autres textes de loi dans la matière.

Il faut noter que de nouvelles procédures de recrutement n'ont pas été adoptées, le programme de mise à la retraite n'est pas uniformément opérationnalisé, le fonctionnement de la paie n'est pas uniformément géré à travers un système intégré de gestion et le cadre juridique et réglementaire demeure inachevé. Le travail sur une base de données de la population reste loin du point d'achèvement, tout comme que la stratégie nationale pour le développement des statistiques prévue par le DSCR.

## **Gouvernance locale**

Concernant la décentralisation, réforme complexe et profonde de la structure de l'Etat, des activités sont en cours alors que l'essentiel du travail planifié subit des retards.

Le cadre juridique s'est enrichi par la promulgation de trois lois : la loi portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces; la loi organique portant modalités d'organisation et de fonctionnement de la Conférence des Gouverneurs de province; la loi organique portant composition, organisation et fonctionnement des entités territoriales décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les provinces. Un nombre important d'autres textes législatifs et réglementaires devraient toutefois être adoptés pour que le cadre juridique soit achevé.

Le renforcement des capacités des services provinciaux impliqués dans l'élaboration, l'exécution et le suivi du budget a démarré dans certaines provinces. Le plan d'action triennal national sur la gestion des finances publiques concerne également les provinces.

La nouvelle Commission électorale nationale indépendante n'a pas encore remplacé la Commission électorale indépendante mais celle-ci poursuit son travail de préparation des élections locales. La préparation est en cours pour la révision de l'enregistrement des électeurs, devant commencer au mois de juin.

Un système de partage des recettes montrant les 40% de recettes au niveau provincial tout en prévoyant des mesures d'adoucissement pour éviter les disparités économiques n'est pas en application. La Caisse nationale de péréquation n'a toujours pas été établie.

## **Le climat des investissements et la réforme des entreprises publiques**

La restructuration des entreprises publiques en accord avec les standards internationaux se poursuit de façon inégale.

Le secteur bancaire a été restructuré et le premier rapport sur la réforme du secteur bancaire publié. La FEC a publié son premier rapport annuel sur les obstacles d'ordre législatif et administratif des activités sur le secteur privé. Les principales entreprises publiques se sont dotées de conseils d'administration, équipes de gestion et comités d'audit. Un plan d'action pour leur réforme a été élaboré. Le cadre juridique concernant le désinvestissement de l'Etat des entreprises publiques est en cours d'achèvement. Les réformes urgentes à lancer pour certaines entreprises y compris SNCC, ONATRA, SNEL et REGIDESO sont en préparation. Un décret présidentiel indique la volonté du pays à adhérer à l'OHADA.

Un plan d'action a été élaboré pour lever les obstacles et les contraintes au développement du secteur privé, dont la mise en œuvre demeure fort partielle. Le plan d'action sur la privation des entreprises publiques est en préparation.

Par contre, de limites strictes sur les transferts financiers au niveau des entreprises publiques n'ont pas été établies. Une stratégie de transfert des services sociaux des entreprises publiques à des entités autres n'a pas été conçue et aucun rapport n'a été publié sur la réforme des utilités publiques. Le plan d'action de remboursement des dettes des entreprises publiques n'a pas été adopté. La participation du secteur privé reste limitée et des mesures pour lever les obstacles n'ont pas été prises. La gestion du port de Matadi n'est toujours pas réglée par un contrat entre l'ONATRA et une société publique, tout comme la gestion du chemin de fer qui n'est pas assurée par un contrat entre le SNCC et une entreprise privée.

**Annexe III - Efficacité d'aide**  
**Questionnaire sur l'Efficacité de l'EAMR**

**Annexe C du rapport sur la gestion de l'aide extérieure :**  
**Questions sur les objectifs en matière d'efficacité de l'aide de l'UE.**

Chaque année, la Commission doit rendre compte de son niveau de performance par rapport aux quatre objectifs fixés par l'UE en matière d'efficacité de l'aide. Les données nécessaires à cet effet seront collectées par l'intermédiaire du système de notification du rapport sur la gestion de l'aide extérieure. Par conséquent, vous êtes invité à répondre avec précision aux questions ci-dessous afin que les données provenant de l'EAMR de janvier 2008 puissent être mises à jour. Ces informations vous seront également précieuses lors de vos échanges avec vos homologues, avec les ONG et avec d'autres donateurs, notamment les États membres.

**Les bureaux régionaux devront compléter l'annexe C séparément pour chaque pays de leur région.**

Veillez noter que les objectifs 2, "coopération/assistance technique coordonnées", et 3, "Unités parallèles d'implantation de projets", du questionnaire précédents ont été remplacées par le document "cartographie des opérations de coopération technique significatives et plan d'action 2009 sur les unités d'implantation de projet (PIUs) et la coopération technique PIUs (TC/PIUs)" (voir tableau Excel attaché). En revanche, les questions sur l'objectif 1 de l'UE "utilisation des systèmes nationaux" et 4 "missions coordonnées" sont restées identiques à celles présentes lors de l'EAMR de Janvier 2008.

<b>1. Objectif UE No 1</b>		
<b>Objectif n° 1 de l'UE :</b> Acheminer 50 % de l'aide intergouvernementale par l'intermédiaire de systèmes nationaux, notamment en augmentant le pourcentage de notre aide fournie par un appui budgétaire ou par des accords d'échanges.		
<b>2. Introduction</b>		
La finalité ici est de collecter les renseignements nécessaires à mesurer cet objectif. Les informations dont nous avons besoins concernent à la fois le montant total de l'APD (Aide Public au Développement) mais aussi l'extension par lequel les systèmes nationaux sont utilisés. A cette fin, les systèmes nationaux sont définis comme englobant 4 principaux domaines : (i) les procédures nationales d'exécution du budget; (ii) les procédures nationales des reportings financiers; (iii) les procédures nationales d'audit et (iv) les systèmes nationaux de passation de marchés. Les informations requises peuvent être calculées en considérant chacun de ces 4 domaines comme représentant 25% du poids total et en divisant ce nombre par le montant total des APD (d'où la division par quatre, voir le point 4 ci-dessous). Dans tous les cas, l'information nécessaire peut être collectée en utilisant les mêmes définitions que celles dans le ""Definitions and Guidance" OCDE/CAD (voir la page attachée qui contiens les définitions essentielles pour ces indicateurs)		
<b>3. Questions et définitions</b>		
Question	Definition – Ref OCDE	Response EUR
Quel montant de l'APD (Aide Public au Développement) avez-vous consacré, à l'échelle nationale, au secteur public durant l'exercice 2008 (en euros)?	Qd2	
Durant l'exercice 2008, quel montant de l'APD consacré au secteur public, a été destiné aux procédures d'exécution budgétaires nationales (en euros)?	Qd5	0
Durant l'exercice 2008, quel montant de l'APD consacré au secteur public a été destiné aux procédures d'établissement de rapports financiers nationales (en euros)?	Qd6	0
Durant l'exercice 2008, quel montant de l'APD consacré au secteur public a été destiné aux procédures nationales d'audit (en euros)?	Qd7	0
Durant l'exercice 2008, quel montant de l'APD consacré au secteur public a été destiné aux procédures nationales de passation de marchés (en euros)?	Qd9	0
<b>4. Définition des indicateurs</b>		
[[Qd5 + Qd6 + Qd7 + Qd9] ÷ 4] ÷ [Qd2] (veuillez calculer le montant et l'indiquer dans la case Réponse %)		Response %
<b>5. information supplémentaire</b>		
Existe-t-il des initiatives importantes visant à encourager l'utilisation de systèmes nationaux dans votre pays? Si oui, décrivez-les brièvement. Si non, veuillez indiquer les principales contraintes rencontrées (utiliser une page supplémentaire si nécessaire)		

## Définitions venant de "Definitions and Guidance" OECD/CAD

[www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc](http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc)

APD	<p>Entrent dans l'aide publique au développement (APD) toutes les opérations satisfaisant la définition fournie au paragraphe 35 des Directives pour l'établissement des rapports statistiques au CAD (voir <a href="http://www.oecd.org/dac/hlfsurvey/glossary">www.oecd.org/dac/hlfsurvey/glossary</a>), à savoir celles qui répondent aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays bénéficiaires ; et</li><li>▪ Être assorties de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 %.</li></ul>
VERSEMENTS	<p>Un versement est la mise de ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire (voir les Directives pour l'établissement des rapports statistiques au CAD, para. 15-18). Les apports en nature ne doivent être pris en compte que si la valeur des ressources correspondantes a été monétisée dans un accord ou dans un document transmis au gouvernement. Afin d'éviter que ces sommes soient comptées deux fois, lorsque les apports d'un donneur transitent par un autre donneur leur montant sera notifié par le donneur qui effectue le versement final aux autorités nationales.</p>
SECTEUR PUBLIC	<p>Administration (ministères, services, organismes ou municipalités) habilités à recevoir des fonds ou entreprendre des dépenses pour le compte de l'administration centrale</p>
VERSEMENTS AU SECTEUR PUBLIC	<p>Ce sont les versements d'APD opérés dans le cadre d'un accord avec les secteurs publics (voir définition plus haut), y compris pour des travaux et des opérations sur biens ou services délégués ou sous-traités par ces entités à d'autres entités (ex : ONG, entreprises privées).</p>
UTILISATION DES PROCÉDURES NATIONALES D'EXÉCUTION DU BUDGET (Qd5)	<p>Les donateurs utilisent les procédures nationales d'exécution du budget lorsque les fonds fournis sont gérés conformément aux procédures de budgétisation consacrées par la législation et appliquées par l'administration du pays considéré. Cela implique que les programmes financés par les donateurs sont soumis aux procédures normales d'autorisation, d'approbation et de déblocage des fonds en vigueur au niveau national..</p>
UTILISATION DES PROCÉDURES NATIONALES DE REPORTING FINANCIER (Qd6)	<p>La législation intègre normalement des dispositions concernant les types de rapports financiers à établir et la périodicité de ces rapports. Par utilisation des procédures nationales de reporting financier, on entend que les donateurs n'imposent pas aux gouvernements des exigences supplémentaires en matière de reporting financier.</p>
UTILISATION DES PROCÉDURES NATIONALES D'AUDIT (Qd7)	<p>Les donateurs s'en remettent aux opinions émanant des instances suprêmes de vérification des comptes au niveau du pays, concernant les rapports et états financiers normalement établis par les pouvoirs publics en vertu de la législation nationale. Par utilisation des procédures nationales d'audit, on entend que les donateurs n'imposent pas aux gouvernements des exigences supplémentaires en matière d'audit.</p>
UTILISATION DES PROCÉDURES NATIONALES DE PASSATION DES MARCHÉS	<p>Les donateurs utilisent les procédures nationales de passation des marchés lorsque les fonds fournis pour la mise en œuvre de projets et programmes sont gérés conformément aux procédures de passation des marchés consacrées par la législation et appliquées par l'administration du pays considéré. Par utilisation des procédures nationales de passation des marchés, on entend que les donateurs n'imposent pas aux gouvernements des exigences supplémentaires ou spéciales pour l'acquisition d'ouvrages, de biens et de services. (Si des défaillances ont été relevées dans le système national de passation des marchés, les donateurs peuvent s'appliquer, en collaboration avec le pays partenaire, à améliorer l'efficacité, la rationalité économique et la transparence des procédures nationales.)</p>

## 1. UE Objectif No 4

Réduire le nombre de missions non-coordonnées de 50%

## 2. Introduction

L'objectif ici est de collecter les données sur le nombre de missions non-coordonnées dans votre pays. Les informations requises sont (a) le nombre total de missions CE dans votre pays et (b) combien d'entre elles ont été coordonnées.

Les objectifs de la déclaration de Paris soulignent que les indicateurs liés aux progrès des missions coordonnées sont " lors de la planification de leurs missions sur le terrain<sup>1</sup>, il est important que les donneurs s'appliquent à : **réduire le nombre de ces missions**; coordonner le calendrier des missions avec celui des autorités du pays partenaire et, si nécessaire, des autres donneurs; **multiplier les missions conjointes**; respecter des "périodes de trêve" au cours desquelles n'a lieu aucune mission<sup>2</sup>.

Les missions coordonnées sont les missions associant deux donneurs ou plus, ou effectuées par un donneur pour le compte d'un autre. En pratique les 3 questions suivantes aident à clarifier ce qui est entendu par missions :

1. Est ce que la mission implique un voyage à l'international dans un pays bénéficiaire? ie cela concerne uniquement les missions effectuées par le service central (HQ), pas les missions effectuées par la délégation à l'intérieur du pays.
2. Est-ce que la mission implique une rencontre avec des membres officiels du gouvernement, y compris des collectivités locales?
3. Est-ce que la mission associe 2 ou plusieurs donneurs conjoints? Ou est-elle organisée par un service central pour le compte d'un autre donneur?

Les définitions et les orientations de l'OCDE ([www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc](http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc)) spécifient que les missions engagées par des consultants et contractées par AIDCO (ou d'autres DGs) doivent être présentées dans ce questionnaire si elles répondent aux 3 questions ci-dessous.

## 3. Questions and definitions

OCDE  ref: <b>Q<sup>d</sup>15</b>	Combien de missions sur le terrain ont été effectuées par les services centraux pendant l'exercice 2008 <sup>3</sup> ?	
<b>Q<sup>d</sup>16</b>	Combien ont donné lieu à une coordination ?	
Veuillez fournir dans le tableau ci-dessous, la ventilation des missions que la Commission et ses services ont effectuées durant l'exercice 2008 :		
Missions par:	Coordonnée	Non-coordonnée
Membres de la Commission		
AIDCO	6	
DEV	6	
RELEX	1	
TRADE	1	
ECHO	1	
FISH	0	
AUTRES DGs	0	
COURS DES COMPTES EUROPEENNE	0	
Consultants contractés par la Commission	47	15

<sup>1</sup> Le terme "terrain" fait référence aux pays en général et également aux seules missions dans les capitales

<sup>2</sup> L'objectif mis en place pour l'indicateur 10 a) est d'avoir 40% des missions sur le terrain effectuées conjointement

<sup>3</sup> La question ici s'applique aux missions depuis le siège

<b>Total</b>		
<b>4. Definition de l'indicateur</b>		
<b>Q<sup>d</sup>16 / Q<sup>d</sup>15</b>	2007	2008
Veillez calculer et introduire le résultat de l'indicateur pour 2007 et 2008.		

<b>5. Informations supplémentaires</b>			
<p>Les délégations sont invitées à lister les dates des principales missions du service central (HQ) planifiées entre mars 2009 et aout 2009. Indiquer si elles sont, ou pas, coordonnées avec d'autres donneurs.</p>			
DG Siège	Date prévue	But/Secteur	Coordonnée (Oui/Non)
<p>Veillez indiquer les principales priorités requises par les missions du service central (HQ) : celles demandées entre septembre 2009 et février 2010, mais pas encore acceptées par les services centraux et que les délégations estiment comme servant mieux les accords de coordination à un niveau local et produisant une valeur ajoutée plus importante pour le dialogue politique.</p>			
DG Siège	Date prévue	But/Secteur	Coordonnée (Oui/Non)
<p>Les délégations devront rapporter brièvement s'il y a dans leurs pays des initiatives significatives pour réduire le nombre de missions non-coordonnées? Si c'est le cas, veuillez en faire une courte description. Dans le cas contraire mettre en évidence les principales contraintes rencontrées.</p>			

Enfin les délégations devront évaluer la probabilité d'atteindre les deux objectifs concernant les missions d'ici 2010, c.à.d. l'objectif OCDE de 40% et l'objectif de réduire de moitié le nombre de missions non-coordonnées provenant de l'UE.

- Probabilité d'atteindre l'objectif OCDE de 40% des missions sur le terrain effectuées de manière coordonnées: Oui/Non

- Objectif UE - réduire de moitié le nombre de missions non-coordonnées : Oui/Non

Les délégations devront décrire brièvement les prochaines étapes qui devraient être préparées par le siège afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs au niveau des pays bénéficiaires concernées :

---

---

---

---

---

## Matrice des versements 2007 - 2008 par secteur et bailleur (en millions de dollars US)

Secteur	Afrique du Sud	Allemagne	BAD	Belgique	BM	Canada	CE	Chine	Corée du Sud	Danemark	Espagne	Etats-Unis	Finlande	France	France	Grèce	Inde	Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	ONU	Pays-Bas	République Tchèque	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Turquie	Total général
Education			2,2	30,0	13,6	0,5	0,9	2,2			0,8	11,9							0,2			21,2		0,2	7,1				90,8
Santé			3,1	66,4	11,8	6,6	120	9,6			2,7	48,5	0,4					7,6	1,8			21,9	3,8	11,9				15,0	330,6
Population et VIH/SIDA				17,3	25,0		0,9				2,2	17,8						0,4				60,5		2,6					126,7
Eau et assainissement	2,1	0,8	37,1	47,7	1,3	0,2					0,1	0,4	0,3						1,2					1,01					91,9
Autres services sociaux		10,2	15,6	25,5		49,7	0,6				0,1	0,4	2,4			7,9	2,2	0,1				0,3							115,0
Gouvernance	2,3	69,1	64,2	8,5	21	191		0			4,2	22,3	4,4				4,3	19,8				44,7	31,1	25,9	1,1				513,6
Transports	1,4	10,1	26,8	136,1		0							0,2						0,3			36,6		5,31					216,8
Energie			0,0	1,2	49,8	0,7	0,5																						52,3
Mines			0,0	7,0	0,0												0,7						0,9	0,17					8,7
Autres infras.écon. et services	1,5	0,0	1,1	3,1	1,0	0,2	0	1,6			0,3		0,4	5,8		4,0								0,31					19,2
Agriculture et dév. rural		2,0	10,5	52,2	21,6	2,3	26,6	1,4	0		3,9	6,8						10,2	8,8			7,4							153,8
Environnement et forêts		4,4		1,6	3,8	0,4	56,3				8,0	0,0		1,7				0,1				0,7	0,6	0,2					77,9
Aide humanitaire	4,5	4,5		20,5		20,1	210			1,3	20,3	39,5	5,7	20,9		1,0		7,2	38,9	0,4	2,8	93,8	44,8	0,6	94,3	70,6	3,8	0,6	705,8
Action envers la dette					48,7		6,8																						55,5
<b>Grand Total</b>	<b>4,5</b>	<b>18,3</b>	<b>106</b>	<b>341,0</b>	<b>395</b>	<b>53,7</b>	<b>662</b>	<b>13,8</b>	<b>1,61</b>	<b>1,3</b>	<b>42,6</b>	<b>147</b>	<b>5,7</b>	<b>30,8</b>	<b>5,8</b>	<b>1,0</b>	<b>12,6</b>	<b>32,0</b>	<b>71,2</b>	<b>0,4</b>	<b>2,8</b>	<b>287,0</b>	<b>81,2</b>	<b>0,6</b>	<b>142,0</b>	<b>78,9</b>	<b>3,8</b>	<b>15,6</b>	<b>2558,6</b>

Le montant dans chaque cellule correspond au volume de versements cumulés 2007-2008 en millions de dollars par bailleur par secteur

Les cellules vertes indiquent des montants élevés

Les cellules rouges indiquent des montants faibles

## Tableaux indicateurs sociaux RDC

### Evolution des données de base 1995 - 2006

<i>Evolution des données de base par indicateur composite (1995 - 2006)</i>												
Composantes	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Espérance de vie à la naissance	45,5	45,3	45,1	44,9	44,7	44,5	44,3	44,1	43,9	43,7	43,5	43,3
Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus)	63	63,2	63,7	64,1	64,6	65,1	66,1	66,5	67	67	67	67,9
Taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur)	41	40	39	38	37,1	36,1	35,2	34,3	33,4	32,5	31,6	30,7
PIB par habitant (PPA)	981	956	914	822	801	765	680	636	634	639,0	766,0	980,0
Espérance de vie à la naissance femmes	46,5	46,3	46,1	45,9	45,7	45,5	45,3	45,1	44,9	44,7	44,5	44,3
Espérance de vie à la naissance hommes	44,3	44,1	43,9	43,7	43,5	43,3	43,1	42,9	42,7	42,5	42,3	42,1
Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) femmes	49,1	49,5	50,3	50	51,8	52,5	53,5	54,2	55	55,7	56,5	57,2
Taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) femmes	32,7	31,9	31,1	30,3	29,6	28,8	28	27,3	26,5	25,8	25	24,3
Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) hommes	80,8	80,7	80,7	80,6	80,6	80,6	80,6	80,5	80,4	80,3	80,2	80,1
Taux brut de scolarisation combiné (primaire au supérieur) hommes	48,2	47	45,9	44,7	43,6	42,5	41,4	40,4	39,3	38,3	37,2	36,2
PIB par habitant (PPA) hommes	1265	1233	1179	1060	1031	986	879	811	808	851	896	944
PIB par habitant (PPA) femmes	703	685	655	590	575	548	486	469	467	474	481	488
Proportion des femmes parlementaires	nd	10,3	nd	nd	nd							
Proportion des femmes occupant des postes d'encadrement et fonctions techniques	nd	7,36	nd	nd	nd							
Proportions des femmes occupant des fonctions d'encadrement supérieur et de direction	nd	5	nd	nd	nd							
Part des femmes dans le PIB par habitant	nd	518	nd	nd	nd							
Probabilité de décéder avant 40 ans	34,7	36,1	37,5	39	40,5	42,1	43,7	45,4	46,2	45,4	45,4	45,4
Taux d'analphabétisme des adultes	37	36,8	36,3	35,9	35,4	35	34,4	34	33,5	33,1	32,6	32,2
Proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant de l'insuffisance pondérale	34,4	33,8	33,3	32,7	32,2	31,6	31,1	30,6	30,1	29,6	29,1	28,6
Proportion de la population privée d'accès à l'eau potable	58,5	57,7	57,2	56,5	55,8	55,1	54,4	55,7	56,1	55,2	54	54
Proportion de la population privée d'accès au service de santé	78,1	76,2	74,6	67,6	71,8	66,5	61,8	58,3	54,5	nd	nd	nd

nd: non disponible



**EDF FORECASTS 2009 - 2010: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.**

(amounts in €)

YEAR OF GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT T.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implement*	SITUATION END 2008			FORECASTS on PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009				FORECASTS on PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010				FORECAST PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010				A L A R M	COMMENTS
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	ESTIMATION OF RISK FACTOR				ESTIMATION OF RISK FACTOR				ESTIMATION OF RISK FACTOR				ESTIMATION OF RISK FACTOR					
								1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H		
<b>TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS</b>					<b>653.249.466</b>	<b>519.818.207</b>	<b>133.431.258</b>																		
<b>TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS</b>					<b>460.396.505</b>	<b>325.430.824</b>	<b>134.965.681</b>	<b>50.425.349</b>	<b>28.554.740</b>	<b>19.897.486</b>	<b>1.973.123</b>	<b>36.692.953</b>	<b>21.566.086</b>	<b>11.816.881</b>	<b>3.309.986</b>	<b>21.921.939</b>	<b>10.423.447</b>	<b>10.494.193</b>	<b>1.004.299</b>	<b>9.507.647</b>	<b>3.407.223</b>	<b>4.442.538</b>	<b>1.657.886</b>		
1996	9ACP ZR18	0	( EX 07 P029 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE AU SECTEUR	20050424	2.150.288	1.935.259	215.029																	OK	
1996	9ACP ZR18	1	( EX 07 P029 C005 ) HNI-APPUI 3 ZS ET IMP KASAI ORIENT-PATSI	20030815	1.124.488	923.146	201.342																	OK	
1996	9ACP ZR18	2	( EX 07 P029 C008 ) PSFCI-AT CENTRALE ACHAT 3 PROVINCES-PATS	20031126	810.771	604.101	206.669																	OK	
1996	9ACP ZR19	0	( EX 07 P030 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SECTEUR	20050425	1.083.438	1.083.438	0																	OK	
1996	9ACP ZR19	1	( EX 07 P030 C011 ) ECC - APPUI SANITAIRE A 4 BUREAUX CENTRA	20010401	629.910	629.910	0																	OK	
1996	9ACP ZR19	2	( EX 07 P030 C034 ) ECC-APPUI SANIT. 3 ZS KASAI ORIENTAL-PAT	20020401	320.198	320.198	0																	OK	
1996	9ACP ZR19	3	( EX 07 P030 C044 ) ECC-APPUI ZS TSHIKAJI KASAI OCCID.-PATSI	20020201	133.330	133.330	0																	OK	
1996	9ACP ZR20	0	( EX 06 P087 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SECTEUR	20050425	323.336	235.405	87.931																	OK	
1996	9ACP ZR20	1	( EX 06 P087 C002 ) ECC-EAU ET ASSAINISSEMENT 5 ZS KWILU BAN	20020401	0	0	0																	OK	
1996	9ACP ZR20	3	( EX 06 P087 C011 ) PHARMACIENS SANS FRONTIERES (PSF-CI) REINTEGRATION &	20050228	92.748	0	92.748																	OK	
2001	8ACP ZR2	0	AUTOSUFFISANCE DES DEPLACES & REFUGIES A	20031231	4.440.000	4.257.293	182.707																	OK	
2001	9ACP ZR21	0	( EX 06 P089 ) PROGRAMME D'APPUI A LA JUSTICE (CE/PAJ)	20061231	526.104	279.318	246.785																	OK	
2001	9ACP ZR21	4	( EX 06 P089 C007 ) ALISEI - AT MAITRISE OEUVRE BANDUNDU	20050831	122.203	0	122.203																	OK	Dossier OLAF-recouvrement
2001	9ACP ZR21	6	( EX 06 P089 C020 ) ALTIT - PAJ	20050214	18.394	11.267	7.127																	OK	
2001	9ACP ZR21	10	( EX 06 P089 C029 ) DP 14/2004 LOGISTIQUE POUR LE FONCTIONNE	20050831	92.863	0	92.863																	OK	Dossier OLAF-recouvrement
2001	9ACP ZR21	15	KPMG - AUDIT DP PAJ FINAL 9 ACP ZR 21/13	20070615	3.049	3.049	0																	OK	
2002	8ACP ZR4	0	AUTOSUFFISANCE DES DEPLACES ET RETOURNES	20040630	6.605.905	6.605.905	0																	OK	
2002	8ACP ZR4	5	Alisei-appui pop paysannes kananga	20040827	817.917	736.125	81.792																	OK	
2002	8ACP ZR5	0	REHABILITATION DE GOMA ET ASSISTANCE SANITAIRE AUX	20041231	9.780.000	9.753.831	26.169																	OK	
2002	8ACP ZR5	3	Atlas - construction ecoles publiques goma	20031130	742.232	742.232	0																	OK	
2002	8ACP ZR5	4	Diocese goma / rehab college mwanga	20030331	500.000	391.200	108.800																	OK	
2002	8ACP ZR5	7	lcg - eau potable et assainis goma	20031031	238.433	190.746	47.687																	OK	
2002	8ACP ZR5	9	Devis-programme	20041231	248.000	140.108	107.892																	OK	
2002	8ACP ZR6	0	PREMIER PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL	20061231	15.328.606	15.231.294	97.312																	OK	
2002	8ACP ZR6	2	TRUST FUND 050991	20070630	7.770.000	6.770.000	1.000.000																	OK	Audit
2002	8ACP ZR6	29	UNOPS - MESURES D'ACCOMPAGNEMENT EN EQUIPEMENT DES	20061231	1.200.000	1.200.000	0																	OK	
2002	8ACP ZR6	30	KPMG CONGO/AUDIT FINANCIER DU DP 8 ACP ZR 06/06	20061028	4.900	4.900	0																	OK	
2002	8ACP ZR7	0	RIDER 3 : AUGMENTATION PLAFOND + MODIF + PROLONG 25/4/2005	20050425	5.337.652	5.135.983	201.669																	OK	
2002	8ACP ZR7	1	CEMUBAC-RENFORC STRAT ET OPERAT SSP NORD KIVU-PATSI/ONG/73	20050331	1.195.811	976.109	219.702																	OK	
2002	9ACP ZR34	0	( EX 07 P042 ) PROGRAMME D'APPUI A LA REHABILITATION (PAR II	20121231	54.086.591	47.571.871	6.514.720																	OK	
2002	9ACP ZR34	1	( EX 07 P042 C002 ) CDI BWAMANDA	20071231	2.006.000	1.993.896	12.104																	OK	







		SITUATION END 2008		FORECASTS on PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009				FORECASTS on PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010				FORECAST PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010				A L A R M	COMMENTS					
YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOB. commit.	N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implem <sup>t</sup>	GLOBAL COMMIT.			ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR										
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H			2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	
2005	9ACP ZR11	33	CADIMEK - FOURNITURES DE MEDICAMENTS ESSENTIELS GENERIQUES	20110131	1.560.000	280.800	1.279.200	319.800	319.800				319.800	319.800				319.800	319.800					OK		
2005	9ACP ZR11	34	CADMEKO - FOURNITURE DE MEDICAMENTS GENERIQUE ESSENTIEL ET INTERCOM / FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFORM	20110131	1.560.000	280.800	1.279.200	319.800	319.800				319.800	319.800				319.800	319.800					OK		
2005	9ACP ZR11	35	INTERCOM - FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFORM	20081014	8.002	7.201	800	800	800															OK		
2005	9ACP ZR11	36	INTERCOM - FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFORM	20081014	15.051	13.546	1.505	1.505	1.505															OK		
2005	9ACP ZR11	37	INTERCOM LOT4 - FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS SAPRO LOT1 FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFOR	20081014	7.583	6.825	758	758	758															OK		
2005	9ACP ZR11	38	INTERCOM - FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFOR	20081014	15.900	14.310	1.590	1.590	1.590															OK		
2005	9ACP ZR11	39	MARVEL - FOURNITURE DE KITS MEDICAUX POUR CENTRES DE SANTE BE AAA - FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE 2 VHLS 4X4 A DEP & DSNIS	20081214	485.072	291.043	194.029	145.522	145.522				48.507	48.507										OK		
2005	9ACP ZR11	40	ITALCON - FOURNITURE ET MISE EN SCE D'UN LOT DE GPES ELECTRO	20081014	57.127	57.126	1																	OK		
2005	9ACP ZR11	41	FEDECAME/RELANCE DU SNAME PHASE2-SUBVENTION A ASBL FEDECAME	20081019	80.115	0	80.115	72.104				72.104		5.012		5.012								OK		
2005	9ACP ZR11	42	ASRAMES /CDF03 MEDICAMENTS FED9 - ARIWARA	20091012	295.488	236.390	59.098							59.098		59.098								OK		
2005	9ACP ZR11	43	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS FED9 - ARIWARA	20101012	1.200.000	0	1.200.000	400.000				400.000		400.000		400.000								OK		
2005	9ACP ZR11	44	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS FED9 - ARIWARA	20100612	780.000	0	780.000	260.000				260.000		260.000		260.000								OK		
2005	9ACP ZR11	45	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS FED9 - ARIWARA	20100612	1.300.000	0	1.300.000	433.333				433.333		433.333		433.333								OK		
2005	9ACP ZR11	46	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS - GOMA	20100612	3.500.000	0	3.500.000	1.166.667				1.166.667		1.166.667		1.166.667								OK		
2005	9ACP ZR11	47	CADIMEK/RELANCE DU SNAME PHASE2-APPUI A LA CDR DU KASAI OCCI	20091031	37.440	29.952	7.488						7.488		7.488									OK		
2005	9ACP ZR11	48	FDSS - GESTION FOND DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE	20110419	975.878	335.788	640.090							271.251		271.251				271.251			271.251		OK	
2005	9ACP ZR11	49	ASRAMES- FOURNITURES STOCK D'URGENCE DE MED.ESSENTIELS GENER	20100614	262.771	0	262.771	131.386				131.386				131.385								OK		
2005	9ACP ZR11	50	CAAMEKI /RELANCE DU SNAME PHASE2 - APPUI A LA CDR DE KISANTU	20091105	42.752	34.202	8.550						8.550		8.550									OK		
2005	9ACP ZR11	51	CADMEKO /RELANCE DU SNAME PHASE2 - APPUI A LA CDR DU KASAI	20091108	64.320	51.456	12.864						12.684		12.684									OK		
2005	9ACP ZR11	52	FASS/KOR - GESTION DE L'ACHAT S.S.DANS LE KASAI ORIENTAL	20110214	627.769	224.378	403.391						255.460		255.460					85.154			85.154		OK	
2005	9ACP ZR11	53	EUR FASS/KASAI OCC - GESTION DE L'ACHAT DE SERVICES DE SANTE	20110307	626.248	226.718	399.530						252.679		252.679					84.226			84.226		OK	
2005	9ACP ZR11	54	EUP FASS/INK - GESTION D'ACHAT DE SERVICES DE SANTE DANS LE	20110307	549.212	183.110	366.102						233.386		233.386					77.795			77.795		OK	
2005	9ACP ZR11	55	FASS/PROV.OR- GESTION ACHAT S.S.EN PROVINCE ORIENTALE	20110214	644.251	193.215	451.036						255.460		255.460					85.154			85.154		OK	
2005	9ACP ZR11	56	CONTRAT DE FOURNITURE STOCK URGENCE - KASAI	20100510	206.563	0	206.563						103.282		103.282					103.281			103.281		OK	
2005	9ACP ZR11	57	FORMATION DES EQUIPES CADRES DE 27 ZONES DE SANTE DANS LE CA	20101110	899.998	395.232	504.766						414.766		414.766					90.000			90.000		OK	
2005	9ACP ZR11	58	AEDES/DP2 - APPUI INSTITUTIONNEL AU NIVEAU CENTRAL	20090415	636.701	340.000	296.701	196.701				196.701		100.000		100.000								OK		
2005	9ACP ZR11	59	DEVIS PROGRAMME1 FASS/KOR - ACHAT DE SERVICE	20090424	630.469	450.000	180.469	90.235				90.235		90.234		90.234								OK		
2005	9ACP ZR11	60	DEVIS PROGRAMME NO2 FASS/KOC - ACHAT DE SERVICES	20100720	1.289.645	0	1.289.645	500.000				500.000		200.000		200.000				200.000			200.000		OK	
2005	9ACP ZR11	61	EUP FASS/KOC - DP 1 / ACHAT DE SERVICES DE SANTE KASAI OCC.	20090420	492.154	360.000	132.154	66.077				66.077		66.077		66.077								OK		









YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment
							Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
	N°IC		TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP			Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
							10.073.886	65.204	1.474	0	
1996	9ACP ZR18	0	( EX 07 P029 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE AU SECTEUR SANT	215.029		215.029	215.029				0
1996	9ACP ZR18	1	( EX 07 P029 C005 ) HNI-APPUI 3 ZS ET IMP KASAI ORIENT-PATSI	201.342	0	201.342	201.342				0
1996	9ACP ZR18	2	( EX 07 P029 C008 ) PSFCI-AT CENTRALE ACHAT 3 PROVINCES-PATS	206.669	0	206.669	206.669				0
1996	9ACP ZR19	0	( EX 07 P030 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SECTEUR SANTE -	0		0					0
1996	9ACP ZR19	1	( EX 07 P030 C011 ) ECC - APPUI SANITAIRE A 4 BUREAUX CENTRA	0	0	0					0
1996	9ACP ZR19	2	( EX 07 P030 C034 ) ECC-APPUI SANIT. 3 ZS KASAI ORIENTAL-PAT	0	0	0					0
1996	9ACP ZR19	3	( EX 07 P030 C044 ) ECC-APPUI ZS TSHIKAJI KASAI OCCID.-PATSI	0	0	0					0
1996	9ACP ZR20	0	( EX 06 P087 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SECTEUR SANTE -	87.931		87.931	87.931				0
1996	9ACP ZR20	1	( EX 06 P087 C002 ) ECC-EAU ET ASSAINISSEMENT 5 ZS KWILU BAN	0	0	0					0
1996	9ACP ZR20	3	( EX 06 P087 C011 ) PHARMACIENS SANS FRONTIERES (PSF-CI)	92.748	0	92.748	92.748				0
2001	8ACP ZR2	0	REINTEGRATION & AUTOSUFFISANCE DES DEPLACES & REFUGIES A	182.707		182.707	182.707				0
2001	9ACP ZR21	0	( EX 06 P089 ) PROGRAMME D'APPUI A LA JUSTICE	246.785		246.785	246.785				0
2001	9ACP ZR21	4	( EX 06 P089 C007 ) ALISEI - AT MAITRISE OEUVRE BANDUNDU	122.203	0	122.203	75.883				46.320
2001	9ACP ZR21	6	( EX 06 P089 C020 ) ALTIT -	7.127	0	7.127	7.127				0
2001	9ACP ZR21	10	( EX 06 P089 C029 ) DP 14/2004 LOGISTIQUE POUR LE FONCTIONNE	92.863	0	92.863	47.186				45.677
2001	9ACP ZR21	15	KPMG - AUDIT DP PAJ FINAL 9 ACP ZR 21/13	0	0	0					0
2002	8ACP ZR4	0	REINTEGRATION ET AUTOSUFFISANCE DES DEPLACES ET RETOURNES	0		0					0
2002	8ACP ZR4	5	Alisei-appui pop paysannes kananga	81.792	0	81.792					81.792
2002	8ACP ZR5	0	REHABILITATION DE GOMA ET ASSISTANCE SANITAIRE	26.169		26.169	26.169				0
2002	8ACP ZR5	3	Atlas - construction ecoles publiques goma	0	0	0					0
2002	8ACP ZR5	4	Diocese goma / rehab college mwanga	108.800	0	108.800	108.800				0
2002	8ACP ZR5	7	lcg - eau potable et assainis goma	47.687	0	47.687	47.687				0
2002	8ACP ZR5	9	Devis-programme	107.892	0	107.892	107.892				0
2002	8ACP ZR6	0	PREMIER PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL	97.312		97.312	97.312				0
2002	8ACP ZR6	2	TRUST FUND 050991	1.000.000	0	1.000.000	1.000.000				0
2002	8ACP ZR6	29	UNOPS - MESURES D'ACCOMPAGNEMENT EN EQUIPEMENT DES BRIGADES	0	0	0					0
2002	8ACP ZR6	30	KPMG CONGO/AUDIT FINANCIER DU DP 8 ACP ZR 06/06	0	0	0					0
2002	8ACP ZR7	0	RIDER 3 : AUGMENTATION PLAFOND + MODIF + PROLONG 25/4/2005	201.669		201.669	201.669				0
2002	8ACP ZR7	1	CEMUBAC-RENFORC STRAT ET OPERAT SSP NORD KIVU-PATSI/ONG/73	219.702	0	219.702	219.702				0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommit & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommit & Payment
												Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
2002	9ACP ZR34	0	( EX 07 P042 ) PROGRAMME D'APPUI A LA REHABILITATION (PAR II	6.514.720		6.514.720					6.514.720					
2002	9ACP ZR34	1	( EX 07 P042 C002 ) CDI BWAMANDA	12.104	0	12.104	12.104				0					
2002	9ACP ZR34	6	( EX 07 P042 C030 ) SAFRICAS - CONSTRUCTION D UN CANAL D AME	201.260	201.260	0					0					
2002	9ACP ZR34	7	( EX 07 P042 C031 ) MOORESTEPHENS - AUDIT PAR II - CC AUDIT/	1.962	0	1.962	1.962				0					
2002	9ACP ZR34	9	( EX 07 P042 C034 ) ENERBO FOURNITURES INFORMATIQUES	500	0	500	500				0					
2002	9ACP ZR34	10	( EX 07 P042 C036 ) FILIPPI MAURIZIO - ASSISTANCE TECHNIQUE	438.324	438.324	0					0					
2002	9ACP ZR34	11	( EX 07 P042 C037 ) MICOUIN - ASSISTANCE TECHNIQUE CGP PAR I	366.724	366.724	0					0					
2002	9ACP ZR34	12	( EX 07 P042 C038 ) MAURO MENGARONI-A.T GESTION VOLETS ROUTE	330.876	330.876	0					0					
2002	9ACP ZR34	13	( EX 07 P042 C039 ) GAZZINA - FOURNITURE DE CANALISATIONS, A	0	0	0					0					
2002	9ACP ZR34	14	( EX 07 P042 C040 ) SAPPET - FOURNITURE DE CANALISATIONS ET D	0	0	0					0					
2002	9ACP ZR34	15	( EX 07 P042 C041 ) ALM - PRODUITS TRAITEMENT EAU - REGIDESO	15.094	0	15.094	15.094				0					
2002	9ACP ZR34	16	( EX 07 P042 C042 ) ALM - PRODUITS DE TRAITEMENT DE L'EAU -	16.939	0	16.939	16.939				0					
2002	9ACP ZR34	17	( EX 07 P042 C043 ) ALM - PRODUITS DE TRAITEMENT DE L'EAU -	8.637	0	8.637	8.637				0					
2002	9ACP ZR34	18	( EX 07 P042 C044 ) ALM - PRODUITS DE TRAITEMENT DE L'EAU -	138.743	0	138.743	138.743				0					
2002	9ACP ZR34	19	( EX 07 P042 C045 ) MATERA - FOURNITURE DE 9 COMPACTEURS A P	0	0	0					0					
2002	9ACP ZR34	20	( EX 07 P042 C046 ) GAZZINA TRADING-FOURNITURE D'EQUIPEMENTS	0	0	0					0					
2002	9ACP ZR34	21	( EX 07 P042 C047 ) PAR II - DP 2007-2008	1.141.233	0	1.141.233	1.141.233				0					
2002	9ACP ZR34	22	( EX 07 P042 C048 ) J-P MWENGIE-POSTE A.T.COORDINATEUR ADJOI	106.565	99.200	7.365					7.365					
2002	9ACP ZR34	23	( EX 07 P042 C054 ) CONGO OIL - FOURNITURE DE CARBURANT ET P	3.415.545	3.415.544	1					1					
2002	9ACP ZR34	24	( EX 07 P042 C055 ) GAZZINA - FOURNITURE DE CANALISATIONS ET	0	0	0					0					
2002	9ACP ZR34	25	( EX 07 P042 C056 ) HYTECO - FOURNITURE DE CANALISATIONS ET	30.385	30.385	0					0					
2002	9ACP ZR34	26	( EX 07 P042 C057 ) HYDROARCH - SURVEILLANCE DES	823.142	823.140	2					2					
2002	9ACP ZR34	27	( EX 07 P042 C058 ) FINA CONGO - FOURNITURE DE 402 TONNES DE	0	0	0					0					
2002	9ACP ZR34	28	( EX 07 P042 C059 ) UNITED EXPORT LDT - FOURNITURES DE DIVER	92.400	92.400	0					0					
2002	9ACP ZR34	29	( EX 07 P042 C060 ) TECNOPROCESS- FOURNITURE DE MATERIEL POUR	337.650	337.650	0					0					
2002	9ACP ZR34	30	( EX 07 P042 C061 ) PAR II DEVIS-PROGRAMME 2008-2009	2.933.179	2.933.179	0					0					

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommit & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommit & Payment
												Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
2002	9ACP ZR34	31	( EX 07 P042 C062 ) A&B INVEST - FOURNITURE DE 10000 CAGES M	164.600	164.600	0					0					
2002	9ACP ZR34	32	FINA - FOURNITURE DE 320M3 DE GAZOIL A KINSHASA,BANDUNDU ET	490.950	490.950	0					0					
2002	9ACP ZR34	33	CDI- BWAMANDA/REHABILITATION RN NO24-AXE GEMENA-BUSINGA TRONC	1.179.696	1.160.000	19.696					19.696					
2003	9ACP ZR2	0	CONTRIBUTION A LA RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	73.461		73.461					73.461					
2003	9ACP ZR2	1	ALISEI - SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE POOL MALEBO/PROV.KINS	581.529	0	581.529	581.529				0					
2003	9ACP ZR2	2	FAO - APPUI A LA SECURITE ALIM. DE 95000 MENAGES AGRICOLES -	415	0	415					415					
2003	9ACP ZR2	3	CDI BWAMANDA - RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE AU NORD EQU	0	0	0					0					
2003	9ACP ZR2	5	CDI BWAMANDA ALIMENTS DE BETAIL	0	0	0					0					
2003	9ACP ZR2	6	CDI BWAMANDA RELANCE AGRICOLE	0	0	0					0					
2003	9ACP ZR2	11	HANNS SEIDEL RELANCE AGRICOLE SUR PLATEAU DES BATEKE	177.761	177.761	0					0					
2003	9ACP ZR2	12	CDI BWAMANDA PERENNISATION AGRICOLE KWILU	50.000	50.000	0					0					
2003	9ACP ZR2	13	ICU SMENCES HINTERLAND KINSHASA	71.604	71.604	0					0					
2003	9ACP ZR2	15	HTSPE LETTRE DE MARCHÉ MONITORING RELANCE AGRICOLE	27.114	27.114	0					0					
2003	9ACP ZR2	16	AGRISYSTEMS CONTRAT CADRE EVALUATION MAMPU	70.522	70.522	0					0					
2003	9ACP ZR4	0	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET REHABILITATION	1.474		1.474			1.474		0					
2003	9ACP ZR4	1	WWF - RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION DE L INCC ET APP	409.872	409.872	0					0					
2003	9ACP ZR4	2	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET REHABILITATION DU P	136.665	136.665	0					0					
2003	9ACP ZR4	3	LETTRE DE MARCHÉ CONTRAT CADRE	10.001	10.001	0					0					
2003	9ACP ZR4	4	WWF PARC VIRUNGA ET JARDIN KISANTU	269.130	269.130	0					0					
2003	9ACP ZR5	0	REHABILITATION ET REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE APRES LA	269.851		269.851	269.851				0					
2003	9ACP ZR5	9	REHABILITATION FAO A L'EST	264.431	0	264.431	264.431				0					
2003	9ACP ZR5	10	AAA DEV RURAL NORD KIVU	460.194	460.194	0					0					
2003	9ACP ZR5	11	SODERU - APPUI DEPLACES BENI	18.142	18.142	0					0					
2003	9ACP ZR5	13	CELLULE DE COORDINATION PGR DEVELOPPEMENT EST RDC	1	1	0					0					
2003	9ACP ZR5	15	CONVENTION DE CONTRIBUTION - UNOPS-APPUI AU DESENCLAVEMENT	265.911	265.911	0					0					
2003	9ACP ZR5	17	MEDAIR SANTE AU HAUT ET BAS-UELE	100.000	10.000	90.000	90.000				0					
2003	9ACP ZR5	20	DEVIS PROGRAMME NO 2	284.533	0	284.533	284.533				0					
2003	9ACP ZR5	21	MEDAIR SUBVENTION SANTE DEPENDANTS DES MILITAIRES SUD ITURI	160.001	160.001	0					0					
2003	9ACP ZR6	0	AT POUR LA MISE EN OEUVRE U.P.I. (UNITE POLICE INTEGREE)	69.015		69.015	69.015				0					
2003	9ACP ZR7	0	EVALUATION CAPACITES OPERATIONNELLES STATIONS DE L'INERA	35.791		35.791	35.791				0					
2004	9ACP ZR9	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	42.110		42.110					42.110					

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	New RAP after Decommitt & Payment
												Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	
2004	9ACP ZR9	10	EVALUATION DE LA STRATEGIE DE COOPERATION EN RDC	0	0	0					0					
2004	9ACP ZR9	13	DP 2 FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	112.463	0	112.463	112.463				0					
2004	9ACP ZR9	15	A.T/AEDES/MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE AN-	11.225	0	11.225					11.225					
2004	9ACP ZR9	20	DELOITTE - AUDIT DU DP DU PAR I 7ACP ZR 25/41	0	0	0					0					
2004	9ACP ZR9	21	ECO3 LETTRE DE MARCHÉ ETUDE PNC	0	0	0					0					
2004	9ACP ZR9	22	AGRECO LETTRE DE MARCHÉ REFORME CONSERVATION NATURE	2.152	0	2.152	2.152				0					
2004	9ACP ZR9	23	AGRECO ETUDE IMPACT PROROUTES	10.253	0	10.253	10.253				0					
2004	9ACP ZR9	28	DELOITTE - AUDIT DU DP 8_ZR 6/21 - DP2 ITURI	0	0	0					0					
2004	9ACP ZR9	31	BUSINESS AND STRATEGIES IN EUROPE SA CONTRAT 2007/141326	0	0	0					0					
2004	9ACP ZR9	32	TRANSTEC LOT 7 - EXPERT EN DECENTRALISATION	0	0	0					0					
2004	9ACP ZR9	33	KPMG - AUDIT DU DP 9 ACP ZR 9/13	3.900	3.900	0					0					
2005	9ACP ZR10	0	AVENANT NO 1 : AUGMENTATION DU PLAFOND 8 ACP ZR 06 '1ER	418.914		418.914	418.914				0					
2005	9ACP ZR10	2	PNUD LEADERSHIP ET COHESION DE L'ETAT EN	0	0	0					0					
2005	9ACP ZR10	3	UNOPS - MESURE D'ACCOMPAGNEMENT EN EQUIPEMENTS DES	100.000	0	100.000	100.000				0					
2005	9ACP ZR10	9	AGRER - APPUI INSTITUTIONNEL POST CONFLIT EN IURI	14.351	0	14.351	14.351				0					
2005	9ACP ZR10	10	ECO 3 SPRL APPUI AU MECNEF	15.770	0	15.770	15.770				0					
2005	9ACP ZR11	0	PROGRAMME SANTE 9E FED (PS9FED)	1.847.658		1.847.658					1.847.658					
2005	9ACP ZR11	1	AEDES LOT 1	3.091.680	3.091.680	0					0					
2005	9ACP ZR11	2	AEDES LOT2	2.000.401	2.000.400	1					1					
2005	9ACP ZR11	3	AEDES LOT 3	2.035.478	2.035.076	402					402					
2005	9ACP ZR11	4	CREDES SUIVI EXTERNE PS9FED	306.076	200.000	106.076					106.076					
2005	9ACP ZR11	5	MEDAIR ASSISTANCE AU SECTEUR SANTE	911.861	748.936	162.925					162.925					
2005	9ACP ZR11	6	MALTESER SANTE NORD	885.604	725.604	160.000					160.000					
2005	9ACP ZR11	7	CORDAID SANTE AU KASAI OCC	495.355	495.355	0					0					
2005	9ACP ZR11	8	CARITAS SANTE AU KASAI	472.495	389.114	83.381					83.381					
2005	9ACP ZR11	9	NOVIB OXFAM SANTE DE BUTEMBO ET DE MASISI	876.830	711.846	164.984					164.984					
2005	9ACP ZR11	10	COOPI SANTE DE MBUJI MAYI ET TSHILENGE	906.276	740.294	165.982					165.982					
2005	9ACP ZR11	11	AEDES-DP DE DEMARRAGE FDSS ET FASS	118.606	0	118.606	118.606				0					
2005	9ACP ZR11	12	AEDES - DP DE DEMARRAGE - APPUI INSTITUTIONNEL CENTRAL	148.459	0	148.459	148.459				0					
2005	9ACP ZR11	18	AEDES DP 1 APPUI INSTITUTIONNEL CENTRAL	3.586	0	3.586					3.586					
2005	9ACP ZR11	19	AEDES - DP 1 FDSS/FASS ACTIVITES CONNEXES	1.436.023	1.400.000	36.023					36.023					
2005	9ACP ZR11	20	CADIMEK - CDF01 MEDICAMENTS FED 9	0	0	0					0					
2005	9ACP ZR11	21	CADMEKO - CDF01 MEDICAMENTS FED 9	0	0	0					0					
2005	9ACP ZR11	22	PWC-AUDIT FINANCIER DU 9 ACP ZR 11/11-DP DEMARRAGE FDSS&FASS	0	0	0					0					
2005	9ACP ZR11	23	PWC-AUDIT FINANCIER 9 ACP ZR 11/12-DP DEMARRAGE AIC	0	0	0					0					
2005	9ACP ZR11	24	ACDLG APPUI PERIPHERIQUE RUSTHURU	42.413	42.413	0					0					
2005	9ACP ZR11	25	MEDAIR SANTE PERIPHERIQUE DJUGU	349.682	349.682	0					0					

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	New RAP after Decommitt & Payment
												Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	
2005	9ACP ZR11	26	CORDAID SANTE DISTRICTS LULUA ET KANANGA	323.951	323.951	0					0					
2005	9ACP ZR11	27	ASRAMES MEDICAMENTS BUNIA	108.403	108.403	0					0					
2005	9ACP ZR11	28	ASRAMES MEDICAMENTS ISIRO	73.375	73.375	0					0					
2005	9ACP ZR11	29	ASRAMES MEDICAMENTS ARIWARA	68.855	68.855	0					0					
2005	9ACP ZR11	30	ASRAMES MEDICAMENTS GOMA	275.000	275.000	0					0					
2005	9ACP ZR11	31	TUMBA EVALUATION IMPACT RETRAIT DES REGIES	0	0	0					0					
2005	9ACP ZR11	32	DELOITTE&TOUCHE - AUDIT DES DPS 9ACPZR 11/18 ET 11/19 DU PS9	30.220	30.220	0					0					
2005	9ACP ZR11	33	CADIMEK - FOURNITURES DE MEDICAMENTS ESSENTIELS GENERIQUES E	1.279.200	1.279.200	0					0					
2005	9ACP ZR11	34	CADMEKO - FOURNITURE DE MEDICAMENTS GENERIQUE ESSENTIEL ET D	1.279.200	1.279.200	0					0					
2005	9ACP ZR11	35	INTERCOM / FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFORM	800	800	0					0					
2005	9ACP ZR11	36	INTERCOM - FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFORM	1.505	1.505	0					0					
2005	9ACP ZR11	37	INTERCOM LOT4 - FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS	758	758	0					0					
2005	9ACP ZR11	38	SAPRO LOT1 FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE MATERIELS INFOR	1.590	1.590	0					0					
2005	9ACP ZR11	39	MARVEL - FOUNITURE DE KITS MEDICAUX POUR CENTRES DE SANTE BE	194.029	194.029	0					0					
2005	9ACP ZR11	40	AAA - FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE 2 VHLS 4X4 A DEP & DSNIS	1	0	1					1					
2005	9ACP ZR11	41	ITALCON - FOURNITURE ET MISE EN SCE D'UN LOT DE GPES ELECTRO	80.115	77.116	2.999					2.999					
2005	9ACP ZR11	42	FEDECAME/RELANCE DU SNAME PHASE2- SUBVENTION A ASBL	59.098	59.098	0					0					
2005	9ACP ZR11	43	ASRAMES /CDF03 MEDICAMENTS FED9 - ARIWARA	1.200.000	1.200.000	0					0					
2005	9ACP ZR11	44	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS FED9 - ISIRO	780.000	780.000	0					0					
2005	9ACP ZR11	45	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS FED9 - BUNIA	1.300.000	1.299.999	1					1					
2005	9ACP ZR11	46	ASRAMES - CDF03 MEDICAMENTS - GOMA	3.500.000	3.500.000	0					0					
2005	9ACP ZR11	47	CADIMEK/RELANCE DU SNAME PHASE2-APPUI A LA CDR DU KASAI OCCI	7.488	7.488	0					0					
2005	9ACP ZR11	48	FDSS - GESTION FOND DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE	640.090	542.502	97.588					97.588					
2005	9ACP ZR11	49	ASRAMES- FOURNITURES STOCK D'URGENCE DE MED.ESENTIELS GENER	262.771	262.771	0					0					
2005	9ACP ZR11	50	CAAMEKI /RELANCE DU SNAME PHASE2 - APPUI A LA CDR DE KISANTU	8.550	8.550	0					0					
2005	9ACP ZR11	51	CADMEKO /RELANCE DU SNAME PHASE2 - APPUI A LA CDR DU KASAI	12.864	12.684	180					180					
2005	9ACP ZR11	52	FASS/K/OR - GESTION DE L'ACHAT S.S.DANS LE KASAI ORIENTAL	403.391	340.614	62.777					62.777					
2005	9ACP ZR11	53	EUR FASS/KASAI OCC - GESTION DE L'ACHAT DE SERVICES DE SANTE	399.530	336.905	62.625					62.625					
2005	9ACP ZR11	54	EUP FASS/NK - GESTION D'ACHAT DE SERVICES DE SANTE DANS LE	366.102	311.181	54.921					54.921					

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment	
							Decommittments from the Project		Decommittments from the Project			New RAP after Decommitt & Payment
							Decommittments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommitment to re-use on the Project		
N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP		RAP after forecasted payments								
2005	9ACP ZR11	55	FASS/PROV.OR- GESTION ACHAT S.S.EN PROVINCE ORIENTALE	451.036	340.614	110.422					110.422	
2005	9ACP ZR11	56	CONTRAT DE FOURNITURE STOCK URGENCE - KASAI	206.563	206.563	0					0	
2005	9ACP ZR11	57	FORMATION DES EQUIPES CADRES DE 27 ZONES DE SANTE DANS LE CA	504.766	504.766	0					0	
2005	9ACP ZR11	58	AEDES/DP2_ - APPUI INSTITUTIONNEL AU NIVEAU CENTRAL	296.701	296.701	0					0	
2005	9ACP ZR11	59	DEVIS PROGRAMME1 FASS/KOR - ACHAT DE SERVICE	180.469	180.469	0					0	
2005	9ACP ZR11	60	DEVIS PROGRAMME NO2 FASS/KOC - ACHAT DE SERVICES	1.289.645	1.100.000	189.645					189.645	
2005	9ACP ZR11	61	EUP FASS/KOC - DP 1 / ACHAT DE SERVICES DE SANTE KASSAI OCC.	132.154	132.154	0					0	
2005	9ACP ZR11	62	INYPSA INFORMES - LOT1: EQUIPEMENT BIOMEDICAUX HOSPITALIERS	266.277	266.277	0					0	
2005	9ACP ZR11	63	EUP FASS/PO - ACHAT SERVICES DE SANTE PROVINCE ORIENTALE	1.103.873	900.000	203.873					203.873	
2005	9ACP ZR11	64	EUP FASS/NK - DP 2 / ACHAT DE SERVICES DE SANTE NORD-KIVU	1.914.635	1.500.000	414.635					414.635	
2005	9ACP ZR11	65	EUP FASS/PO -DP 1 /ACHAT DE SCES DE SANTE PROV.ORIENTALE	94.459	90.460	3.999					3.999	
2005	9ACP ZR11	66	DEVIS PROGRAMME 2 FASS/KOR - ACHAT DE SERVICES	1.951.067	1.500.000	451.067					451.067	
2005	9ACP ZR11	67	INYPSA / LOT2-EQUIPEMENT BIOMEDICAUX POUR 8 HGR SITUEES A L'	296.715	296.715	0					0	
2005	9ACP ZR11	68	DEVIS PROGRAMME NO1 FASS-ACHAT DE SERVICES/NORD KIVU	201.303	201.303	0					0	
2005	9ACP ZR11	69	AAA-FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE 15 VEHICULES 4X4 DANS 4	471.758	345.358	126.400					126.400	
2005	9ACP ZR11	70	M.INTERCOM-FOURNITURE ET MISE EN SERVICE D'UN LOT DE MATERIE	79.962	79.962	0					0	
2005	9ACP ZR11	71	DEVIS PROGRAMME NO1 - EUP FDSS	1.298.283	1.298.283	0					0	
2005	9ACP ZR11	72	DEVIS PROGRAMME NO2 - EUP FDSS	6.071.736	6.000.000	71.736					71.736	
2005	9ACP ZR11	73	CTB-REHABILITATION STRUCTURES SANITAIRES PS9FED PROV.ORIENT.	630.199	600.199	30.000					30.000	
2005	9ACP ZR11	74	CTB-REHABILITATION STRUCTURES SANITAIRES PS9FED EN PROV.KOC.	669.241	669.241	0					0	
2005	9ACP ZR11	75	CTB-REHABILITATION STRUCTURES DE SANTE PS9FED EN PROV.DU NK	684.354	684.354	0					0	
2005	9ACP ZR11	76	AEDES - DEVIS PROGRAMME NO3/APPUI INSTITUTIONNEL AU NIVEAU	460.183	450.000	10.183					10.183	
2005	9ACP ZR11	77	FOLECO-REHABILITATION STRUCTURES SANITAIRES PS9FED PROV.KOR.	846.693	846.693	0					0	
2005	9ACP ZR11	78	ETUDE D'EVALUATION A MI PARCOURS ET FAISABILITE/FORMULATION	149.060	149.060	0					0	
2005	9ACP ZR12	0	PROGRAMME D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL	900.000		900.000	900.000				0	
2005	9ACP ZR12	1	PNUD APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL CONGO APEC	0	0	0					0	
2005	9ACP ZR12	2	PNUD APPUI SECURISATION DES ELECTIONS	0	0	0					0	
2005	9ACP ZR13	0	PROGRAMME DE RELANCE DE LA RECHERCHE AGRICOLE ET FORESTIERE	310.000		310.000					310.000	
2005	9ACP ZR13	1	FAO RELANCE AGRICOLE	3.760.792	3.455.492	305.300					305.300	

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitment & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommitment & Payment
												Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
2005	9ACP ZR14	0	ECOFAC IV PROGRAMME REGIONAL DE GESTION DES RESSOURCES NATUR	0		0					0					
2005	9ACP ZR14	1	AFRICAIN PARKS FONDATION / PROG.DE STABILISATION INTEGREE A	1.160.000	0	1.160.000					1.160.000					
2006	9ACP ZR15	0	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES ACTEURS NON ETATIQUES	1.766.237		1.766.237					1.766.237					
2006	9ACP ZR15	1	TRANSTEC-ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE PROGRAMME D'APPUI AUX	809.560	610.598	198.962					198.962					
2006	9ACP ZR15	2	DP DE DEMARRAGE APPUI AUX ANE	0	0	0					0					
2006	9ACP ZR15	3	TRANSTEC - DP/PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES A.N.E.	1.456.333	1.456.333	0					0					
2006	9ACP ZR16	0	RESTAURATIOON DE LA JUSTICE A L'EST DU CONGO REJUSCO	3.159.407		3.159.407					3.159.407					
2006	9ACP ZR16	1	CTB CONTRAT DE SERVICE REJUSCO	965.336	965.333	3					3					
2006	9ACP ZR16	2	CTB - DP DEMARRAGE RESTAURATION DE LA JUSTICE DANS EST RDC	107.300	107.300	0					0					
2006	9ACP ZR16	3	CTB - DP CROISIERE 1	1.071.293	1.071.293	0					0					
2006	9ACP ZR16	4	MISSION D'EVALUATION A MI-PARCOURS REJUSCO	53.120	53.120	0					0					
2006	9ACP ZR17	0	REHABILITATION ET REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DANS LES RE	29.984.762		29.984.762					29.984.762					
2006	9ACP ZR17	1	MEDECINS DU MONDE FRANCE-APPUI AU SYSTEME DE SANTE ET RENFOR	1.377.164	1.377.164	0					0					
2006	9ACP ZR17	2	PHARMACIENS SANS FRONTIERES-REVITALISATION DE 11 ZS DU	893.483	893.483	0					0					
2006	9ACP ZR17	3	BEANO WILLIAM ASSISTANT TECHNIQUE	138.784	138.784	0					0					
2006	9ACP ZR17	4	INFRASTRUCTURES A L'EST PEDRETTI MAX SUIVI DES PROJETS UE A L'EST-BUNIA	41.929	0	41.929	41.929				0					
2006	9ACP ZR17	6	SODERU - ASSAINISSEMENT ET LUTTE CONTRE L'EROSION - BUKAVU	540.630	540.630	0					0					
2006	9ACP ZR17	7	PREMIERE URGENCE - RELANCE AGRICOLE ECONOMIQUE EN ITURI	894.251	825.749	68.502					68.502					
2006	9ACP ZR17	8	DEL GIUDICE AT SUIVI PROJETS A L'EST	91.700	0	91.700	25.000				66.700					
2006	9ACP ZR17	9	UNOPS - REHABILITATION ET ENTRETIEN DE LA ROUTE KISANGANI-LU	1.607.461	1.607.461	0					0					
2006	9ACP ZR17	10	AAA AXE ROUTE SAKI MASISI WALIKALE PHASE 3	1.121.099	1.121.099	0					0					
2006	9ACP ZR17	11	SODERU CENTRE D'INFO GEOGRAPHIQUE GOMA	77.580	77.580	0					0					
2006	9ACP ZR17	12	DP ITURI AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	184.662	0	184.662	184.662				0					
2006	9ACP ZR17	13	SODERU ASSAINISSEMENT BUNIA	97.773	97.773	0					0					
2006	9ACP ZR17	14	SODERU DESSERTA MBAU-KAMANGO	140.236	140.236	0					0					
2006	9ACP ZR17	15	SODERU INFRASTRUCTURES GOMA	59.987	59.987	0					0					
2006	9ACP ZR17	16	AAA REHABILITATION ROUTE ITURI	1.056.321	1.056.321	0					0					
2006	9ACP ZR17	17	DP PEC	163.657	163.657	0					0					
2006	9ACP ZR17	18	DE BELLABRE APPUI PROJETS EST	25.791	25.791	0					0					
2006	9ACP ZR17	19	ACTED-REHABILITATION AXE BARAKE-FIZI 141 KM AU SUD-KIVU	2.291.605	2.291.605	0					0					
2006	9ACP ZR17	20	RCN/REHAB.EST-PREVENTION ET GESTION DES CONFLITS FONCIERS EN	394.695	394.695	0					0					
2006	9ACP ZR17	21	PNUD - CONFERENCE SU LA PAIX, DVPMT DU NORD ET SUD-KIVU; PRO	20.000	20.000	0					0					

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommit & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommit & Payment
												Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
2006	9ACP ZR17	22	AVSI FOUNDATION/APPUI AUX INFRASTRUCTURES SOCIALE DE LA ZONE	631.971	631.971	0					0					
2006	9ACP ZR17	23	CTB-RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ENTITES TERRITORIALES DE	550.845	550.845	0					0					
2006	9ACP ZR23	0	AVENANT AUGMENTATION BUDGETAIRE PROJET 7 ZR 42 PROGRAMME	0		0					0					
2006	9ACP ZR23	1	CFAO(EX AUTO ONE) - FOURNITURE DE 14 VEHICULES AU PAR II	25.300	0	25.300					25.300					
2006	9ACP ZR23	2	SOGEA SATOM ENGAGEMENT1 TRAVAUS	13.876.937	#####	0					0					
2006	9ACP ZR24	0	APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL EN RDC	2.141.740		2.141.740					2.206.944					
2006	9ACP ZR24	1	APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL 1/1/07 AU 31/12/07	65.204	0	65.204		65.204			0					
2006	9ACP ZR24	4	BERENSCHOT - ASSISTANCE TECHNIQUE AUPRES DE L'ON	39.204	0	39.204					39.204					
2006	9ACP ZR24	5	LINPICO AT AUPRES DE L'ON	1.107.010	960.000	147.010					147.010					
2006	9ACP ZR24	6	KPMG - AUDIT DU DP 9 ACP ZR 24/1	4.500	4.500	0					0					
2006	9ACP ZR24	7	DP COFED NO 2- APPUI A	516.976	516.976	0					0					
2006	9ACP ZR25	0	PROGRAMME APPUI A LA GOUVERNANCE EN REPUBLIQUE	25.473.390		25.473.390					25.473.390					
2006	9ACP ZR25	1	TRANSTEC LETTRE DE MARCHE APPUI AU MINISTERE DU PLAN	79.872	79.872	0					0					
2006	9ACP ZR25	2	AGRECO GEIE APPUI PUBLICATION TEXTES NOUVEAU CODE FORESTIER	79.800	79.800	0					0					
2006	9ACP ZR25	3	AGRECO - CC - APPUI A LA COORDINATION AU MINISTERE DE L'ENVI	75.760	75.760	0					0					
2006	9ACP ZR25	4	AIDE A LA DECISION ECONOMIQUE - CC - APPUI A LA REFORME DES F	73.232	73.232	0					0					
2006	9ACP ZR25	5	BUSINESS&STRATEGIES IN EUROPE - APPUI AU MINISTERE DE LA JUS	66.140	66.140	0					0					
2006	9ACP ZR25	6	B&S - ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVER-	6.589.600	2.635.840	3.953.760					3.953.760					
2007	9ACP ZR26	0	PROGRAMME FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	4.311.896		4.311.896					4.311.896					
2007	9ACP ZR26	1	ECO - CONTRAT CADRE 157802 - IDENTIFICATION PROGRAMME JUSTIC	48.011	48.011	0					0					
2007	9ACP ZR26	2	ACE-APPUI A LA PRIMATURE ET LA COMMISSION ECONOMICO-FINANCIERE	79.742	79.742	0					0					
2007	9ACP ZR26	3	AEDES - APPUI TECHN.ELABORATION CADRE NORMATIF ET	26.852	0	26.852					26.852					
2007	9ACP ZR26	5	DEVIS-PROGRAMME1 - FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	191.100	191.100	0					0					
2007	9ACP ZR26	6	ADE - MISSION D'IDENTIFICATION APPUI AU DVLPMT ECONOMIQUE	79.964	79.964	0					0					
2007	9ACP ZR26	7	ATOS ORIGIN BELGIUM /ETUDE D'IDENTIFICATION DU PROJET 10FED	79.600	79.600	0					0					
2007	9ACP ZR26	8	SUDGEST - ETUDE IMPACT DE DECOUPAGE DES PROVINCES EN RDC	52.512	52.512	0					0					
2007	9ACP ZR26	9	AGRECO CONTRAT CADRE BENEF	79.120	79.120	0					0					
2007	9ACP ZR27	0	PROJET APPUI REFORME INSTITUTION EN CHARGE AIRE PROTEGEES	3.824.506		3.824.506					3.824.506					
2007	9ACP ZR27	1	ECO - CONTRAT CADRE 158565 - APPUI AUX DIRECTIONS FINANCIERE	70.198	70.198	0					0					
2007	9ACP ZR28	0	AVENANT NO 2 CONVENTION FINANCEMENT PARIII	3.715.465		3.715.465					3.715.465					

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment					
							N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP	RAP after forecasted payments		Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	New RAP after Decommitt & Payment
												Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	Decommittments from the Project	Decommittment to re-use on the Project	
2007	9ACP ZR28	1	SOGEA SATOM ENGAGEMENT2 TRAVAUX	10.683.712	#####	0					0					
2007	9ACP ZR28	2	TRACTAFRIC-FOURNITURE DE MATERIELS DE TERRASSEMENT	751.687	750.000	1.687					1.687					
2007	9ACP ZR28	3	IVECO-FOURNITURE DE MATERIEL DE TRANSPORT	1.743.635	1.743.000	635					635					
2007	9ACP ZR28	4	DELOITTE & TOUCHE RDC - AUDIT 2 DP DU PAR II: 7 ACP ZR 42/47	41.190	0	41.190					41.190					
2007	9ACP ZR28	5	MATERA - FOURNITURE DE 6 NIVELEUSES A SCARIFICATEURS	999.694	999.694	0					0					
2007	9ACP ZR28	6	MATERA - FOURNITURE DE COMPACTEURS SUR PNEUS	384.681	379.500	5.181					5.181					
2007	9ACP ZR29	0	PROJET ASSAINISSEMENT URBAIN A KINSHASA (PAUK)	7.318.081		7.318.081					7.318.081					
2007	9ACP ZR29	1	M.BOBILLIER - ASSISTANCE TECHNIQUE PAUK (PROGRAMME D'ASSAINI	345.309	37.000	308.309	308.309				0					
2007	9ACP ZR29	2	DP PAUK - DEC 2007 - DEC 2008	1.570.018	0	1.570.018	1.570.018				0					
2007	9ACP ZR29	3	CFAO (EX AUTO ONE) - FOURNITURE DE 6 VEHICULES POR LE PAUK	13.450	13.450	0					0					
2007	9ACP ZR29	4	CONGO OIL FOURNITURES CARBURANT POUR LE PAUK	264.685	264.000	685					685					
2007	9ACP ZR29	5	TRACTAFRIC-FOURNITURE D'UN CHARGEUR ET UNE TRATOPELLE	134.068	134.068	0					0					
2007	9ACP ZR29	6	IVECO-FOURNITURE DE MATERIEL DE TRANSPORT	750.613	750.613	0					0					
2007	9ACP ZR29	7	CFAO MOTOR (EX AUTO ONE) - FOURNITURE D'UN COMPACTEUR POUSSE	110.903	110.903	0					0					
2007	9ACP ZR29	8	DP PAUK/BEAU DE DEMARRAGE - 01/07/08 AU 31/12/08	0	0	0					0					
2007	9ACP ZR29	9	DEVIS-PROGRAMME NO PAUK/2009 DU 01/01/09 AU 31/12/09	4.210.000	4.210.000	0					0					
2007	9ACP ZR30	0	APPUI A LA CENI	5.180		5.180					5.180					
2007	9ACP ZR30	1	PNUD APPUI A LA CENI	1.680.000	1.680.000	0					0					
2007	9ACP ZR30	2	SUDGEST CONTRAT-CADRE EXPERT DEMOGAPHE ET INFORMATICIEN	77.928	77.928	0					0					
2007	9ACP ZR31	0	APPUI A LA CREATION ANSSAC (AGENCE NATIONALE DES SERVICES	5.000.000		5.000.000					5.000.000					
2007	9ACP ZR32	0	SOUTIEN A LA REFORME DE LA POLICE	1.799.999		1.799.999					1.799.999					
2007	9ACP ZR32	1	OIM/CONVENTION-SOUTIENT A LA REFORME DE LA GESTION DES RES-	0	0	0					0					
2007	9ACP ZR33	0	SOUTIEN A LA REFORME DE LA POLICE	0		0					0					
2007	9ACP ZR33	1	OIM/CONVENTION-SOUTIENT A LA REFORME DE LA GESTION DES RES-	160.000	160.000	0					0					
2008	10ACP ZR1	0	APPUI A LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION	30.000.000	0	30.000.000					30.000.000					
2004	9FED GPR6	0	PROGRAMME D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL	3.390.000	0	3.390.000					3.390.000					
2004	9FED GPR6	1	PNUD CONVENTION DE CONTRIBUTION - APPUI AU PROCESSUS ELECTOR	800.000	800.000	0					0					



CONGO DR

EDF FORECASTS 2009-2010: NEW INDIVIDUAL Commitments (including payments) on ONGOING PROJECTS.

( amounts in € )



Online Help click on Aide en ligne, cliquez

ACCOUNTING NUMBER	YEAR GLOB. COMMIT.	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009			FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010										
			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS								
			Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H								
<b>TOTALS on NEW INDIVIDUAL Commitments</b>			<b>54.097.003</b>	<b>13.746.900</b>	<b>3.596.900</b>	<b>8.900.000</b>	<b>1.250.000</b>	<b>21.909.081</b>	<b>17.021.750</b>	<b>10.021.750</b>	<b>7.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.300.000</b>	<b>17.873.100</b>	<b>4.273.100</b>	<b>13.600.000</b>	<b>0</b>	<b>22.000.000</b>	<b>14.518.550</b>	<b>1.418.550</b>	<b>11.850.000</b>	<b>1.250.000</b>
10ACP ZR1	2008	Composante Virunga	10.000.000						2.000.000	2.000.000			1.000.000	1.000.000								
10ACP ZR1	2008	Composante Eraift	4.000.000						1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000								
10ACP ZR1	2008	Composante Garamba	5.000.000						1.250.000	1.250.000			1.250.000	1.250.000								
10ACP ZR1	2008	Composante Salonga						3.000.000	1.000.000		1.000.000		1.000.000	1.000.000								
10ACP ZR1	2008	Composante Unops						4.000.000	1.000.000		1.000.000											
10ACP ZR1	2008	Composante Upemba						2.000.000	500.000		500.000		500.000	500.000			500.000		500.000			
9ACP ZR17	2006	Fournitures Office des routes	1.250.000	1.250.000			1.250.000															
9ACP ZR17	2006	Subventions volet santé	2.500.000	1.250.000		1.250.000							600.000	600.000								
9ACP ZR17	2006	AT Est UCPEC	1.800.000	400.000		400.000			200.000		200.000		200.000	200.000			200.000		200.000			
9ACP ZR17	2006	DP Est UCPEC	400.000	150.000		150.000							100.000	100.000								
9ACP ZR17	2006	Fonctionnement Office des Routes	7.800.000	3.800.000		3.800.000							1.800.000	1.800.000								
9ACP ZR17	2006	Renforcement des capacités	2.800.000	1.800.000		1.800.000							800.000	800.000								
9ACP ZR17	2006	Travaux Ruzizi															3.000.000	1.000.000				1.000.000
9ACP ZR27	2007	AT UGP	1.500.000	200.000	200.000				100.000		100.000		200.000	200.000			200.000		200.000			
9ACP ZR27	2007	DP ICCN	1.000.000	400.000		400.000			200.000		200.000		1.300.000	500.000			400.000		400.000			
9ACP ZR26	2007	Fonctionnement Cellule Min. Env.	500.000	100.000		100.000			200.000		200.000			100.000			100.000		100.000			
9ACP ZR11	2005	Avenant 9 ACP ZR 11/04	35.000																			
9ACP ZR11	2005	Avenant 9 ACP ZR 11/76	450.000										250.000	250.000			200.000		200.000			
9ACP ZR25	2006	DP0 PAG	500.000	500.000		500.000																
9ACP ZR25	2006	DP1 PAG						5.000.000	2.000.000		2.000.000		2.000.000	2.000.000			1.000.000		1.000.000			
9ACP ZR25	2006	DP2 PAG														19.000.000	8.000.000		8.000.000			
9ACP ZR15	2006	DP 2 ANE	1.766.237						500.000		500.000		500.000	500.000			500.000		500.000			
9ACP ZR16	2006	DP2 REJUSCO	3.159.407	500.000		500.000			1.000.000		1.000.000		1.000.000	1.000.000			500.000		500.000			
9ACP ZR32	2007	Contrat de service	577.740	150.000	150.000								150.000	150.000								
9ACP ZR32	2007	DP 1	350.000	100.000	100.000								250.000	250.000								
9ACP ZR24	2006	Audit DP 2						5.000	5.000	5.000												
9ACP ZR24	2006	DP3	1.134.000						300.000		300.000		250.000	250.000			250.000		250.000			
9ACP ZR26	2007	DP2						250.000	80.000	80.000							170.000		170.000			
9ACP ZR26	2007	Mission identification décent.	199.900	120.000	120.000				79.000	79.000												
9ACP ZR26	2007	Mission identification réf. police	180.000	108.000	108.000				72.000	72.000												
9ACP ZR24	2006	DP4 clôture						1.016.000					300.000	300.000			250.000		250.000			250.000
9ACP ZR29	2007	DP BEAU 2009-2010	600.000	300.000	300.000				200.000	200.000			100.000	100.000								
9ACP ZR29	2007	AT BEAU	80.000	18.900	18.900				15.750	15.750			23.100	23.100			15.750		15.750			
9ACP ZR29	2007	DP PAUK 2010						6.638.081	3.320.000	3.320.000			2.500.000	2.500.000			818.081		818.081			
9ACP ZR34	2002	DP PAR II 2009/2010	6.514.719	2.600.000	2.600.000				2.000.000	2.000.000			1.500.000	1.500.000			414.719		414.719			





# SUMMARY of EDF FORECASTS - 2009 & 2010 - RESUME DES PREVISIONS FED

CONGO DR

## PAYMENTS - PAIEMENTS

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE											FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target 100%L+50%M	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target 100%L+50%M	ANNUAL TARGET	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target 100%L+50%M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target 100%L+50%M	ANNUAL TARGET
PAYMENTS on ONGOING INDIV. COMMIT.**	50.425.349	28.554.740	19.897.486	1.973.123	38.503.483	36.692.953	21.566.086	11.816.881	3.309.986	27.474.527	65.978.010	21.921.939	10.423.447	10.494.193	1.004.299	15.670.544	9.507.647	3.407.223	4.442.538	1.657.886	5.628.492	21.299.036
PAYMENTS on NEW INDIV. COMMIT.**	13.746.900	3.596.900	8.900.000	1.250.000	8.046.900	17.021.750	10.021.750	7.000.000	0	13.521.750	21.568.650	17.873.100	4.273.100	13.600.000	0	11.073.100	14.518.550	1.418.550	11.850.000	1.250.000	7.343.550	18.416.650
PAYMENTS on NEW GLOBAL COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12.300.000	5.800.000	6.500.000	0	9.050.000	21.200.000	6.200.000	15.000.000	0	13.700.000	22.750.000
<b>TOTAL</b>	<b>64.172.249</b>	<b>32.151.640</b>	<b>28.797.486</b>	<b>3.223.123</b>	<b>46.550.383</b>	<b>53.714.703</b>	<b>31.587.836</b>	<b>18.816.881</b>	<b>3.309.986</b>	<b>40.996.277</b>	<b>87.546.660</b>	<b>52.095.039</b>	<b>20.496.547</b>	<b>30.594.193</b>	<b>1.004.299</b>	<b>35.793.644</b>	<b>45.226.197</b>	<b>11.025.773</b>	<b>31.292.538</b>	<b>2.907.886</b>	<b>26.672.042</b>	<b>62.465.686</b>

\*paiements sur engagements individuels en cours. \*\*paiements sur nouveaux engagements individuels. \*\*\*paiements sur nouveaux engagements globaux

## NEW INDIVIDUAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS INDIVIDUELS

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE											FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	ANNUAL TARGET	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	ANNUAL TARGET
NEW INDIV. on ONGOING GLOBAL COMMIT.**	54.097.003	14.154.574	35.023.411	4.919.018	31.666.279	21.909.081	12.899.222	9.009.859	0	17.404.152	49.070.431	1.300.000	310.804	989.196	0	805.402	22.000.000	2.149.533	17.956.339	1.894.129	11.127.702	11.933.104
NEW INDIVIDUAL on NEW GLOBAL COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35.500.000	16.739.837	18.760.163	0	26.119.919	42.500.000	12.429.245	30.070.755	0	27.464.623	53.584.541
<b>TOTAL</b>	<b>54.097.003</b>	<b>14.154.574</b>	<b>35.023.411</b>	<b>4.919.018</b>	<b>31.666.279</b>	<b>21.909.081</b>	<b>12.899.222</b>	<b>9.009.859</b>	<b>0</b>	<b>17.404.152</b>	<b>49.070.431</b>	<b>36.800.000</b>	<b>17.050.641</b>	<b>19.749.359</b>	<b>0</b>	<b>26.925.321</b>	<b>64.500.000</b>	<b>14.578.778</b>	<b>48.027.093</b>	<b>1.894.129</b>	<b>38.592.325</b>	<b>65.517.645</b>

\*nouveaux engagements individuels sur engagements globaux en cours. \*\*nouveaux engagements individuels sur nouveaux engagements globaux.

## NEW GLOBAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE											FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	ANNUAL TARGET	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	ANNUAL TARGET
<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000</b>	<b>0</b>	<b>8.000.000</b>	<b>0</b>	<b>4.000.000</b>	<b>283.000.000</b>	<b>42.000.000</b>	<b>215.000.000</b>	<b>26.000.000</b>	<b>149.500.000</b>	<b>153.500.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>#####</b>	<b>0</b>	<b>175.000.000</b>	<b>0</b>	<b>87.500.000</b>	<b>87.500.000</b>

## REDUCTION OF OLD RAL - REDUCTION DU VIEUX RAL

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE											FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE											
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	ANNUAL TARGET	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	ANNUAL TARGET	
<b>TOTAL</b>	<b>15.389.754</b>	<b>12.546.000</b>	<b>1.736.631</b>	<b>1.107.123</b>	<b>13.414.316</b>	<b>5.199.831</b>	<b>3.530.278</b>	<b>815.667</b>	<b>853.886</b>	<b>3.938.112</b>	<b>17.352.427</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## DECOMMITMENTS - DEGAGEMENTS

Return from the Project - 1 <sup>st</sup> Sem. 2009 - En réduction du projet	10.073.886
Return from the Project - 2 <sup>nd</sup> Sem. 2009 - En réduction du projet	1.474

## RAL SITUATION

	SITUATION 01/01/2009		SITUATION 31/12/2009	
	ALL PROJECTS TOUS PROJETS	PROJECTS / PROJETS < 2004	ALL PROJECTS TOUS PROJETS	PROJECTS / PROJETS < 2004
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS Σ Engagements Globaux en cours	653.249.466	147.241.419	803.996.819	145.807.686
R A C To be contracted - Reste A Contracter	133.431.258	8.021.914	235.173.385	73.462
R A P To be paid - Reste A Payer	134.965.681	17.893.157	89.101.535	8.489.182
R A L To be Consumed - Reste A Liquider	268.396.939	25.915.070	324.274.920	8.562.643
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT.	41%	18%	40%	6%
Nbr of years to absorb RAL Nbr d'années pour absorber le RAL	3		4	

## RIDERS - AVENANTS

Ceiling increase riders / Augmentation de plafond	0	0
Ceiling decrease riders / Réduction de plafond	0	0
Extension Date / Extension de date		0
Budgetary reallocation / Réallocation budgétaire		0
Modification TAP / Modification DAT		0
<b>Total number of projects / nombre de projets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**CONGO DR**

				INDIVIDUAL COMMITMENT ENGAGEMENT INDIVIDUEL				PAYMENT PAIEMENT				DECOMMIT 2009 DEGAGEMENT		CONTROL	
				Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Return to NIP	Return to Project	RAC	RAP
Date	Accounting Number Numéro Comptable	TITLE of Project INTITULE du Projet	GLOBAL Commit <sup>t</sup> Engagem <sup>t</sup> GLOBAL	Contracted Contracté	RAC	2009	2010	Paid Payé	RAP	2009	2010	Retour au PIN	Retour au Projet	after Forecast après Prévisions	after Forecast après Prévisions
				519.818.207	133.431.258	76.006.084	99.300.000	384.852.527	134.965.681	117.886.952	96.321.236	10.075.360	65.204		
1996	9ACP ZR18	( EX 07 P029 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE AU SECTEUR SANT	2.150.288	1.935.259	215.029	0	0	1.527.247	408.011	0	0	623.040	0	0	0
1996	9ACP ZR19	( EX 07 P030 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SECTEUR SANTE -	1.083.438	1.083.438	0	0	0	1.083.438	0	0	0	0	0	0	0
1996	9ACP ZR20	( EX 06 P087 ) PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SECTEUR SANTE -	323.336	235.405	87.931	0	0	142.657	92.748	0	0	180.679	0	0	0
2001	8ACP ZR2	REINTEGRATION & AUTOSUFFISANCE DES DEPLACES & REFUGIES A	4.440.000	4.257.293	182.707	0	0	4.257.293	0	0	0	182.707	0	0	0
2001	9ACP ZR21	( EX 06 P089 ) PROGRAMME D'APPUI A LA JUSTICE (CE/PAJ)	526.104	279.318	246.785	0	0	57.126	222.192	0	0	376.981	0	0	91.996
2002	8ACP ZR4	REINTEGRATION ET AUTOSUFFISANCE DES DEPLACES ET RETOURNES	6.605.905	6.605.905	0	0	0	6.524.113	81.792	0	0	0	0	0	81.792
2002	8ACP ZR5	REHABILITATION DE GOMA ET ASSISTANCE SANITAIRE AUX	9.780.000	9.753.831	26.169	0	0	9.489.452	264.379	0	0	290.548	0	0	0
2002	8ACP ZR6	PREMIER PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL	15.328.606	15.231.294	97.312	0	0	14.231.294	1.000.000	0	0	1.097.312	0	0	0
2002	8ACP ZR7	RIDER 3 : AUGMENTATION PLAFOND + MODIF + PROLONG	5.337.652	5.135.983	201.669	0	0	4.916.281	219.702	0	0	421.371	0	0	0
2002	9ACP ZR34	( EX 07 P042 ) PROGRAMME D'APPUI A LA REHABILITATION (PAR II	54.086.591	47.571.871	6.514.720	6.514.719	0	35.325.364	12.246.507	12.348.193	5050758	1.335.212	0	1	-6.487.656
2003	9ACP ZR2	CONTRIBUTION A LA RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	14.400.000	14.326.539	73.461	0	0	13.347.594	978.945	397.001	0	581.529	0	73.461	415
2003	9ACP ZR4	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION ET REHABILITATION	6.000.000	5.998.526	1.474	0	0	5.172.858	825.668	825.668	0	1.474	0	0	0

**CONGO DR**

				INDIVIDUAL COMMITMENT ENGAGEMENT INDIVIDUEL				PAYMENT PAIEMENT				DECOMMIT 2009 DEGAGEMENT 2009		CONTROL	
				Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Return to NIP Retour au PIN	Return to Project Retour au Projet	RAC	RAP
				Contracted Contracté	RAC	2009	2010	Paid Payé	RAP	2009	2010			after Forecast après Prévisions	after Forecast après Prévisions
Date	Accounting Number Numéro Comptable	TITLE of Project INTITULE du Projet	GLOBAL Commit' Engagem' GLOBAL												
				519.818.207	133.431.258	76.006.084	99.300.000	384.852.527	134.965.681	117.886.952	96.321.236	10.075.360	65.204		
2003	9ACP ZR5	REHABILITATION ET REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE APRES LA	26.900.000	26.630.149	269.851	0	0	25.076.937	1.553.213	914.249	0	908.815	0	0	0
2003	9ACP ZR6	AT POUR LA MISE EN OEUVRE U.P.I. (UNITE POLICE INTEGREE)	200.000	130.985	69.015	0	0	130.985	0	0	0	69.015	0	0	0
2003	9ACP ZR7	EVALUATION CAPACITES OPERATIONNELLES STATIONS DE L'INERA	79.500	43.709	35.791	0	0	43.709	0	0	0	35.791	0	0	0
2004	9ACP ZR9	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	3.000.000	2.957.890	42.110	0	0	2.817.898	139.992	3.900	0	124.868	0	42.110	11.224
2005	9ACP ZR10	AVENANT NO 1 : AUGMENTATION DU PLAFOND 8 ACP ZR 06 1ER PROG	3.200.000	2.781.086	418.914	0	0	2.650.965	130.120	0	0	549.035	0	0	-1
2005	9ACP ZR11	PROGRAMME SANTE 9E FED	80.000.000	78.152.342	1.847.658	485.000	0	31.163.497	46.988.845	27.499.031	16896335	267.065	0	1.362.658	2.326.414
2005	9ACP ZR12	PROGRAMME D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL	60.000.000	59.100.000	900.000	0	0	59.100.000	0	0	0	900.000	0	0	0
2005	9ACP ZR13	PROGRAMME DE RELANCE DE LA RECHERCHE AGRICOLE ET FORESTIERE	7.995.000	7.685.000	310.000	0	0	3.924.208	3.760.792	2.717.492	738000	0	0	310.000	305.300
2005	9ACP ZR14	ECOFAC IV PROGRAMME REGIONAL DE GESTION DES RESSOURCES NATUR	5.000.000	5.000.000	0	0	0	3.840.000	1.160.000	0	0	0	0	0	1.160.000
2006	9ACP ZR15	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES ACTEURS NON ETATIQUES EN	4.500.000	2.733.763	1.766.237	1.766.237	0	467.870	2.265.893	1.508.299	2058632	0	0	0	-1.301.038
2006	9ACP ZR16	RESTAURATIOON DE LA JUSTICE A L'EST DU CONGO REJUSCO	7.900.000	4.740.593	3.159.407	3.159.407	0	2.543.544	2.197.049	3.331.713	1865333	0	0	0	-2.999.997
2006	9ACP ZR17	REHABILITATION ET REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DANS LES RE	65.000.000	35.015.238	29.984.762	16.550.000	3.000.000	22.613.615	12.401.624	19.190.410	6374421	251.591	0	10.434.762	-13.414.798

**CONGO DR**

				INDIVIDUAL COMMITMENT ENGAGEMENT INDIVIDUEL				PAYMENT PAIEMENT				DECOMMIT 2009 DEGAGEMENT 2009		CONTROL	
				Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Return to NIP Retour au PIN	Return to Project Retour au Projet	RAC	RAP
				Contracted Contracté	RAC	2009	2010	Paid Payé	RAP	2009	2010			after Forecast après Prévisions	after Forecast après Prévisions
Date	Accounting Number Numéro Comptable	TITLE of Project INTITULE du Projet	GLOBAL Commit' Engagem't GLOBAL												
				519.818.207	133.431.258	76.006.084	99.300.000	384.852.527	134.965.681	117.886.952	96.321.236	10.075.360	65.204		
2006	9ACP ZR23	AVENANT AUGMENTATION BUDGETAIRE PROJET 7 ZR 42 PROGRAMME	28.650.000	28.650.000	0	0	0	14.747.763	13.902.237	13.876.937	0	0	0	0	25.300
2006	9ACP ZR24	APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL EN RDC	6.000.000	3.858.260	2.141.740	2.155.000	0	2.125.366	1.732.895	1.306.476	1530000	0	65.204	51.944	-1.168.785
2006	9ACP ZR25	PROGRAMME APPUI A LA GOUVERNANCE EN REPUBLIQUE	33.000.000	7.526.610	25.473.390	5.500.000	19.000.000	562.206	6.964.404	4.192.724	12317920	0	0	973.390	-9.546.240
2007	9ACP ZR26	PROGRAMME FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	5.700.000	1.388.104	4.311.896	1.129.900	0	751.202	636.902	1.369.049	370000	0	0	3.181.996	-1.102.147
2007	9ACP ZR27	PROJET APPUI REFORME INSTITUTION EN CHARGE AIRE PROTEGEES	4.000.000	175.494	3.824.506	2.500.000	1.300.000	105.296	70.198	970.198	1300000	0	0	24.506	-2.200.000
2007	9ACP ZR28	AVENANT NO 2 CONVENTION FINANCEMENT	22.063.048	18.347.583	3.715.465	0	0	3.742.984	14.604.599	8.915.000	5640906	0	0	3.715.465	48.693
2007	9ACP ZR29	PROJET ASSAINISSEMENT URBAIN A KINSHASA (PAUK)	22.000.000	14.681.919	7.318.081	7.318.081	0	7.282.873	7.399.046	9.242.684	3588931	1.878.327	0	0	-7.310.896
2007	9ACP ZR30	APPUI A LA CENI	3.000.000	2.994.820	5.180	0	0	1.236.892	1.757.928	1.477.928	280000	0	0	5.180	0
2007	9ACP ZR31	APPUI A LA CREATION ANSSAC (AGENCE NATIONALE DES SERVICES DE	5.000.000	0	5.000.000	0	0	0	0	0	0	0	0	5.000.000	0
2007	9ACP ZR32	SOUTIEN A LA REFORME DE LA POLICE	2.315.792	515.793	1.799.999	927.740	0	515.793	0	250.000	400000	0	0	872.259	-650.000
2007	9ACP ZR33	SOUTIEN A LA REFORME DE LA POLICE	2.684.207	2.684.207	0	0	0	2.524.207	160.000	0	160000	0	0	0	0
2008	10ACP ZR1	APPUI A LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION	30.000.000	0	30.000.000	28.000.000	0	0	0	6.750.000	5250000	0	0	2.000.000	-12.000.000
2004	9FED GPR6	PROGRAMME D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL	105.000.000	101.610.000	3.390.000	0	0	100.810.000	800.000	800.000	0	0	0	3.390.000	0

**NEW GLOBAL COMMITMENT - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX**

2009	10ACP xxx	Projet Santé 10e FED	51.000.000			0	7.000.000			0	3.000.000			44.000.000	4.000.000
------	-----------	----------------------	------------	--	--	---	-----------	--	--	---	-----------	--	--	------------	-----------

**CONGO DR**

				INDIVIDUAL COMMITMENT ENGAGEMENT INDIVIDUEL				PAYMENT PAIEMENT				DECOMMIT 2009 DEGAJEMENT 2009		CONTROL	
				Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Situation 01/01/09		Forecast / Prévisions		Return to NIP	Return to Project	RAC	RAP
Date	Accounting Number Numéro Comptable	TITLE of Project INTITULE du Projet	GLOBAL Commit' Engagem' GLOBAL	Contracted Contracté	RAC	2009	2010	Paid Payé	RAP	2009	2010	Retour au PIN	Retour au Projet	after Forecast après Prévisions	after Forecast après Prévisions
				519.818.207	133.431.258	76.006.084	99.300.000	384.852.527	134.965.681	117.886.952	96.321.236	10.075.360	65.204		
2009	10ACP xxx	Appui Gouvernance économique	10.000.000			0	4.000.000			0	700.000			6.000.000	3.300.000
2009	10ACP xxx	PADER	16.000.000			0	8.000.000			0	3.000.000			8.000.000	5.000.000
2009	10ACP xxx	Appui Réforme de la Justice	11.000.000			0	4.000.000			0	1.000.000			7.000.000	3.000.000
2009	10ACP xxx	Appui Réforme de la Police	11.000.000			0	4.000.000			0	1.000.000			7.000.000	3.000.000
2009	10ACP xxx	Appui au Parlement	5.000.000			0	2.000.000			0	1.300.000			3.000.000	700.000
2009	10ACP xxx	Appui à la Décentralisation	15.000.000			0	6.000.000			0	2.000.000			9.000.000	4.000.000
2009	10ACP xxx	Appui à l'ON	4.000.000			0	2.000.000			0	1.000.000			2.000.000	1.000.000
2009	10ACP xxx	Assainissement urbain	50.000.000			0	12.000.000			0	6.000.000			38.000.000	6.000.000
2009	10ACP xxx	Entretien routier	50.000.000			0	12.000.000			0	6.000.000			38.000.000	6.000.000
2009	10ACP xxx	Appui navigabilité-fleuve	60.000.000			0	15.000.000			0	7.500.000			45.000.000	7.500.000
2010	10ACP xxx	Projet routier RN1	150.000.000			0	0			0	0			150.000.000	0
2010	10ACP xxx	Réhabilitation Voiries Goma	25.000.000			0	0			0	0			25.000.000	0



Reg-CONGO DR

EDF FORECASTS 2009 - 2010: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

( amounts in € )

Online Help click on Aide en ligne, cliquez

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	DEL RESP.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementation*	SITUATION END 2008			FORECASTS on PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009				FORECASTS on PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010				FORECAST PAYMENTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010				A L A R M	COMMENTS	
						GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR						
									AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER			Low L
<b>TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS</b>						<b>15.000.000</b>	<b>4.910.047</b>	<b>10.089.953</b>																			
<b>TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS</b>						<b>1.051.029</b>	<b>1.033.027</b>	<b>18.002</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2004	9ACP RPR24	0		PROJET DE CREATION DE L'UNITE DE POLICE INTEGREE A KINSHASA	2007123	5.000.000	4.910.047	89.953																		OK	
2004	9ACP RPR24	20		DEVIS PROGRAMME NO 1 UPI	20050630	657.000	656.836	164																		OK	
2004	9ACP RPR24	47		AUTOS ANGLO AMER REPARATIONS	20050424	4.999	4.999	0																		OK	
2004	9ACP RPR24	51		ENERBO FOURNITURE 3 ONDULEURS	20050724	570	570	0																		OK	
2004	9ACP RPR24	54		FOURNITURE DE MEDICAMENTS	20051129	112	112	0																		OK	
2004	9ACP RPR24	58		ZENUFA FOURNITURE MEDICAMENTS	20051104	175	0	175																		OK	
2004	9ACP RPR24	60		REPARATION VEHICULES	20060215	24.962	24.962	0																		OK	
2004	9ACP RPR24	62		FOURNITURE DE TABLES ET DE CHAISES A L'UPI	20051218	4.171	4.171	0																		OK	
2004	9ACP RPR24	69		DEVIS PROGRAMME DE CROISIERE NO 2 DECEMBRE2005 NOVEMBRE2006	20070430	201.800	191.637	10.163																		OK	
2004	9ACP RPR24	71		REPARATION DEUX VEHICULES UPI	20060131	3.041	3.041	0																		OK	
2004	9ACP RPR24	74		PNUD REHABILITATION KAPALATA	20070330	150.000	142.500	7.500																		OK	
2004	9ACP RPR24	75		KPMG - AUDIT DU DP 9 ACP RPR 24/20	20071231	4.200	4.200	0																		OK	
2007	9ACP RCE16	0		AVENANT N1 CF 9520/ZR LETTRE DE M. QUINCE 18997 DU XXX/XXX	20131231	10.000.000	0	10.000.000																		OK	

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Initial RAC	Forecasted payments 2009-2010	Initial RAC	1 <sup>st</sup> SEM 2009		2 <sup>nd</sup> SEM 2009		New RAC after Decommitt & Payment
							Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	
		N°IC	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Initial RAP		RAP after forecasted payments	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	Decommitments from the Project	Decommitment to re-use on the Project	New RAP after Decommitt & Payment
							18.002	0	0	0	
2004	9ACP RPR24	0	PROJET DE CREATION DE L'UNITE DE POLICE INTEGREE A KINSHASA	89.953		89.953					89.953
2004	9ACP RPR24	20	DEVIS PROGRAMME NO 1 UPI	164	0	164	164				0
2004	9ACP RPR24	47	AUTOS ANGLO AMER REPARATIONS	0	0	0					0
2004	9ACP RPR24	51	ENERBO FOURNITURE 3 ONDULEURS	0	0	0					0
2004	9ACP RPR24	54	FOURNITURE DE MEDICAMENTS	0	0	0					0
2004	9ACP RPR24	58	ZENUFA FOURNITURE MEDICAMENTS	175	0	175	175				0
2004	9ACP RPR24	60	REPARATION VEHICULES UPI	0	0	0					0
2004	9ACP RPR24	62	FOURNITURE DE TABLES ET DE CHAISES A L'UPI	0	0	0					0
2004	9ACP RPR24	69	DEVIS PROGRAMME DE CROISIERE NO 2 DECEMBRE2005 NOVEMBRE2006	10.163	0	10.163	10.163				0
2004	9ACP RPR24	71	REPARATION DEUX VEHICULES UPI	0	0	0					0
2004	9ACP RPR24	74	PNUD REHABILITATION KAPALATA	7.500	0	7.500	7.500				0
2004	9ACP RPR24	75	KPMG - AUDIT DU DP 9 ACP RPR 24/20	0	0	0					0
2007	9ACP RCE16	0	AVENANT N1 CF 9520/ZR LETTRE DE M. QUINCE 18997 DU XX/XX/XXX	10.000.000		10.000.000					10.000.000



Reg-CONGO DR

EDF FORECASTS 2009-2010: NEW INDIVIDUAL Commitments (including payments) on ONGOING PROJECTS.

( amounts in € )

			FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009					FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009					FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010					FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010				
			ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS										
ACCOUNTING NUMBER	YEAR GLOB. COMMIT.	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	Low L	Medium M	High H	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	Low L	Medium M	High H	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	Low L	Medium M	High H	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	Low L	Medium M	High H
<b>TOTALS on NEW INDIVIDUAL Commitments</b>			<b>1.000.000</b>	<b>250.000</b>	<b>0</b>	<b>250.000</b>	<b>0</b>	<b>2.000.000</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>3.000.000</b>	<b>1.400.000</b>	<b>0</b>	<b>1.400.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>
ACP RCE1( 2007		Subvention Relance agricole	1.000.000	250.000		250.000							3.000.000	400.000		400.000						
ACP RCE1( 2007		Travaux Pont Ruzizi						2.000.000	800.000		800.000			1.000.000		1.000.000			800.000		800.000	
ACP RCE1( 2007		Centrale Mutsora																				





- NB: only one row per global commitment -

Online Help click on Aide en ligne, cliquez

ESTIMATED DECISION DATE	TITLE ACTION FICHE	CATEGORY	AMOUNT	RISK L, M, H	IF estimated sent date at HQ	AF estimated sent date at HQ	FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009			FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010										
							INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS		
									Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H

-NB: only one row per global commitment-

Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez

ESTIMATED DECISION DATE	TITLE ACTION FICHE	CATEGORY	AMOUNT	RISK L, M, H	IF estimated sent date at HQ	AF estimated sent date at HQ	FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2009			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2009			FORECASTS 1 <sup>st</sup> SEM 2010			FORECASTS 2 <sup>nd</sup> SEM 2010		
							INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS Low L Medium M High H	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS Low L Medium M High H	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS Low L Medium M High H	INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS Low L Medium M High H



# SUMMARY of EDF FORECASTS - 2009 & 2010 - RESUME DES PREVISIONS FED

#VALUE!

## PAYMENTS - PAIEMENTS

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target 100%L+50%M	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target 100%L+50%M	ANNUAL TARGET
PAYMENTS on ONGOING INDIV. COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAYMENTS on NEW INDIV. COMMIT.**	250.000	0	250.000	0	125.000	800.000	0	800.000	0	400.000	525.000
PAYMENTS on NEW GLOBAL COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>250.000</b>	<b>0</b>	<b>250.000</b>	<b>0</b>	<b>125.000</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>400.000</b>	<b>525.000</b>

\*paiements sur engagements individuels en cours. \*\*paiements sur nouveaux engagements individuels. \*\*\*paiements sur nouveaux engagements globaux

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target 100%L+50%M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target 100%L+50%M	ANNUAL TARGET
PAYMENTS on ONGOING INDIV. COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAYMENTS on NEW INDIV. COMMIT.**	1.400.000	0	1.400.000	0	700.000	800.000	0	800.000	0	400.000	1.100.000
PAYMENTS on NEW GLOBAL COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1.400.000</b>	<b>0</b>	<b>1.400.000</b>	<b>0</b>	<b>700.000</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>800.000</b>	<b>0</b>	<b>400.000</b>	<b>1.100.000</b>

## NEW INDIVIDUAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS INDIVIDUELS

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	ANNUAL TARGET
NEW INDIV. on ONGOING GLOBAL COMMIT.**	1.000.000	0	1.000.000	0	500.000	2.000.000	0	2.000.000	0	1.000.000	1.500.000
NEW INDIVIDUAL on NEW GLOBAL COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>500.000</b>	<b>2.000.000</b>	<b>0</b>	<b>2.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.500.000</b>

\*nouveaux engagements individuels sur engagements globaux en cours. \*\*nouveaux engagements individuels sur nouveaux engagements globaux.

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	ANNUAL TARGET
NEW INDIV. on ONGOING GLOBAL COMMIT.**	3.000.000	0	3.000.000	0	1.500.000	0	0	0	0	0	1.500.000
NEW INDIVIDUAL on NEW GLOBAL COMMIT.**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3.000.000</b>	<b>0</b>	<b>3.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.500.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.500.000</b>

## NEW GLOBAL COMMITMENTS - NOUVEAUX ENGAGEMENTS GLOBAUX

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	ANNUAL TARGET
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2010 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	Target	ANNUAL TARGET
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## REDUCTION OF OLD RAL - REDUCTION DU VIEUX RAL

SUMMARY of	FORECASTS PER RISK PROFILE - 2009 - PREVISIONS SELON PROFIL DE RISQUE										
	1st SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	2nd SEMESTER	LOW L	MEDIUM M	HIGH H	Target	ANNUAL TARGET
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## DECOMMITMENTS - DEGAGEMENTS

Return from the Project - 1 <sup>st</sup> Sem. 2009 - En réduction du projet	18.002
Return from the Project - 2 <sup>nd</sup> Sem. 2009 - En réduction du projet	0

## RAL SITUATION

	SITUATION 01/01/2009		SITUATION 31/12/2009	
	ALL PROJECTS TOUS PROJETS	PROJECTS / PROJETS < 2004	ALL PROJECTS TOUS PROJETS	PROJECTS / PROJETS < 2004
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS Σ Engagements Globaux en cours	15.000.000	0	15.000.000	0
R A C To be contracted - Reste A Contracter	10.089.953	0	8.589.953	0
R A P To be paid - Reste A Payer	18.002	0	975.000	0
R A L To be Consumed - Reste A Liquider	10.107.955	0	9.564.953	0
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT.	67%	#DIV/0!	64%	#DIV/0!
Nbr of years to absorb RAL Nbr d'années pour absorber le RAL	19		18	

## RIDERS - AVENANTS

Ceiling increase riders / Augmentation de plafond	0	0
Ceiling decrease riders / Réduction de plafond	0	0
Extension Date / Extension de date		0
Budgetary reallocation / Réallocation budgétaire		0
Modification TAP / Modification DAT		0
<b>Total number of projects / nombre de projets</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

